

CHAPITRE VI

Le décès de Malatesta portait à la cause de l'indépendance pérousine un coup non moins sensible qu'à celle des Baglioni ; par contre, le pouvoir pontifical avait toute facilité pour regagner le terrain perdu. C'est pourquoi Bonazzi, en dépit de son hostilité, note tristement les modifications qui s'opérèrent sans retard dans la cité : « *Tout change d'aspect* », écrit-il. Non moins agressif contre l'autorité des Papes que contre celle des Baglioni, l'historien relève avec aigreur les aggravations d'impôts et la « *main mise* » sur les institutions ; signe caractéristique, suivant lui, du changement de régime. Podestats et capitaines du peuple sont supprimés ; d'autres mesures encore n'ont pas l'heur de lui plaire^{254/1}.

En un mot, la volonté du Pape s'opposera aux vellétés d'autonomie, ce qui correspond tout au moins avec le droit du suzerain. Mais alors, comment le même Bonazzi, opposé à l'exercice de ce droit, n'a-t-il pas compris dès longtemps le rôle des Baglioni, ne fût-ce qu'à son point de vue ? Il ne semble ni logique de sa part de les attaquer constamment, ni adroit de relater avec tant de soin les moindres troubles signalés sous leur gouvernement ; car les émeutes ne cessèrent pas de sitôt après leur chute.

Débarrassé d'un personnage encombrant, Clément VII prétend enlever pour l'avenir toute semence de discorde et de rébellion chez les Pérousiens. Malatesta disparu, son fils Rodolfo, recommandé par lui aux plus hautes protections, est abandonné ; c'est dans l'ordre. « *Que Dieu l'aide !* » soupire Bontempi. Si cet adolescent n'a pu que pleurer pendant qu'on enterrait son père, ses pleurs sécheront dans la lutte. Sur injonction du commissaire apostolique (envoyé par Clément VII aussitôt après la mort de Malatesta), il est chassé de Pérouse et doit partir pour Rome (**26 janv. 1532**).

Braccio Baglioni, éloigné également, va être traité d'une tout autre façon ; ce qui montrera combien son genre d'opposition est apprécié.

Au moment où Rodolfo arrive à Ronciglione, un contre-ordre lui parvient ; le Pape désire qu'il n'aille pas plus avant. Son sort va se dessiner : Rodolfo et Giovan-Paolo, son cousin germain, tous les deux bannis, sont déclarés rebelles ; leurs terres et châteaux tombent sous la confiscation, au bénéfice de la Chambre Apostolique (**27 mai 1532**). Saisie est faite des canons naguère offerts par Florence à Malatesta Baglioni, et ce n'est pas tout.

Le prélat Leone Baglioni, oncle des jeunes bannis, est contraint de quitter Pérouse (**1532**) en raison de ses attaches avec l'ex-seigneur.

Peu après, la mère et les deux sœurs de Rodolfo seront elles-mêmes confinées à Foligno (**1533**) ; la mesure sera complète. Forcés de vivre loin de leur patrie, les jeunes Baglioni errent à l'aventure, sans appui ni ressources, pendant que, de Rome, le dissident Braccio régent les Pérousiens. Deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis la mort de Malatesta, que ce Braccio et son frère Sforza soulevaient déjà maints litiges contre Rodolfo, au sujet de l'héritage de son père : un procès s'engageait (**1532**). Rodolfo, désespéré, n'a pour ressource que son épée et s'y cramponne. Pour vivre, en bravant le sort, il oubliera les recommandations paternelles ; à lui aussi de batailler sous tel ou tel étendard pour se faire la main : « *...à cause de son nom magnanime et glorieux, il est tenu en haute estime ; partout l'attend le plus bienveillant accueil.* » (Frolière)

Les premiers cavaliers mis sous ses ordres sont à la solde florentine ; bientôt on entendra parler de lui.

*
* *

Cependant il ne suffit pas que les Baglioni soient dehors pour que tout marche bien dans Pérouse ; les tenants de Braccio sont si empressés de profiter du désarroi, qu'ils dépassent le but. Ils ont salué avec conviction leur chef, revenu chez lui dès le 4 juillet (**1532**) avec l'agrément du Pape et du cardinal-légat de Médicis ; mais leur désir d'exterminer les amis et partisans des anciens seigneurs leur fait abuser des assassinats, au point que citoyens et magistrats protestent contre la faveur accordée en haut lieu à Braccio et consorts (*Bonazzi*). On entend même les réclamations des quelques familles cantonnées jusque-là dans une prudente neutralité.

C'est que tous voudraient la paix, alors que les agités bravent le gouverneur B. Ferratino (**nommé le 10 fév. 1532**), arbitre sévère, s'efforçant à l'impartialité. Peu à peu l'ancienne faction des Baglioni, encore nombreuse, se ressaisit ; elle tient tête, en dépit des renforts venus à ses adversaires de Città di Castello, d'Orviété et de Todi. Particularité curieuse, on qualifie de guelfe le parti des Baglioni indépendants, et de gibelin celui du Pape ; mais quelle que soit l'étiquette, les coups pleuvent et le sang coule. Si bien que Baldassare della Staffa, bras droit de Braccio, projette l'anéantissement des tenants de l'ex-Maison seigneuriale : ainsi succombent Febo des Tei et divers comparses, assassinés au vif émoi de la population. Or, le nouveau gouverneur (**18 mars 1533**), Cinzio Filonardi, évêque de Terracine, semble, au dire de Bonazzi, mitiger les sanctions encourues par les coupables.

^{254/1}

Bonazzi cite entre autres : la renonciation faite par la commune à l'hôpital de Colle ; les décimes établis sur les biens religieux, pour la guerre contre les Turcs ; mesure qui semble pourtant indiquée.

Jeu dangereux ; un adolescent épie ses actes et s'en souviendra ; les procédés du gouverneur fouettent son énergie. Rodolfo Baglioni sait que ses amis, houspillés par l'autre parti et les renforts étrangers, ont dû se blottir à Bettona et à Torgiano. Sur ces deux points, ils font bonne contenance ; pour déloger des gens si bien entraînés, le gouverneur Filonardi comprend qu'il faudra en découdre et lance 1.500 fanti contre les châteaux de Perrano et de Poggio (**oct. 1534**). Galeazzo Baglioni en subit quelque dommage. Suivi de bannis à pied et à cheval, il avait pillé Montevibiano pour faire échec au dissident Braccio ; c'était la juste réplique.

Sur ces entrefaites meurt Clément VII (**sept. 1534**) ; trois semaines après, Braccio Baglioni est avisé (**13 oct. 1534**) de l'élection de Paul III Farnèse. La politique pontificale va sévir de plus belle contre les perturbateurs ; un commissaire arrive à Pérouse (**20 oct.**), chargé de la pacifier sans oublier les Baglioni. Or, Braccio avait reçu (**1^{er} oct.**) 500 fanti de renforts envoyés par le duc d'Urbin et Vitelli et les avait casernés dans les couvents et les églises. Allait-il les congédier parce que le commissaire pontifical prétendait désarmer les deux partis ? Pour désagréable qu'elle fût, la solution parut indiquée quand ce fonctionnaire eut chargé le duc d'Urbin d'arbitrer le litige entre Baglioni.

Les deux fractions de la famille acceptèrent de s'en remettre à la décision de ce prince, qui appuya son intervention d'une démonstration militaire : Rodolfo et son cousin Giovan-Paolo (fils d'Orazio) déléguèrent à Urbin leurs procureurs pour soutenir leurs intérêts. L'accord est conclu (**26 oct.**) ; le Pape y a mis la main.

Informés du fait, les Pérousins ne perdent en rien leurs inquiétudes, car Rodolfo et ses partisans bannis, restent confinés hors de leur ville. On compte recevoir avant peu de leurs nouvelles.

En effet, autour des adolescents que sont encore les fils de Malatesta et d'Orazio, l'un avec ses 16 ans, l'autre de cinq ans plus jeune, de nombreux nobles se groupent. Parmi eux l'on retrouve beaucoup de gens de bien, « *uomini da bene* » (*Bontempi*), et non moins d'émigrés qui s'éloignèrent de la cité par crainte des représailles ; tous sont hommes déterminés, préparés à la lutte immédiate.

A leur tête marchent Rodolfo et Giovan-Paolo, auxquels leur âge ne permet pas encore de commander réellement ; Bino Signorelli, chargé de ce soin, s'en acquitte en rude capitaine.

Ce n'est pas incognito, mais à visage découvert, que les Baglioni prétendent reparaitre dans Pérouse.

Cependant Braccio, sur appel du Pape qui veut entendre ses explications, s'est rendu à Rome, avec Baldassare della Staffa (**26 oct. 1534**). Informé du mouvement qui se prépare en Ombrie, le dissident et son acolyte accourent pour défendre Pérouse, c'est-à-dire leur autorité personnelle ; déjà leurs gens ont escarmouché à l'Olmeto avec l'avant-garde des exilés. Le danger est pressant ; mais ce n'est pas au sort des armes, c'est à la répulsion populaire que l'ancienne faction de Gentile devra céder encore.

Les jeunes Baglioni ont bousculé leurs adversaires et passé sur le ventre des plus résolus. L'opération se présente bien pour leur tentative, puisqu'en raison de l'accord récent, les gens de Braccio furent en bonne partie licenciés. Pérouse est désarmée, ce dont les deux partis ont lieu de se féliciter ; car le peuple soutiendrait les nouveaux arrivants, et le conflit s'étendrait sensiblement.

*
* *

Le 1er novembre 1534, dans la soirée du dimanche, l'irruption s'élance à grand fracas par la porte Saint-Pierre ; Rodolfo Baglioni entre à cheval, suivi de ses gentilshommes et d'un millier de fanti. Il est bientôt sur la Grand'Place ; loin de rencontrer le moindre obstacle, les assaillants voient « *toute la Cité leur faire grande fête* ». Ce ne sont que cris de « *Vivent les Baglioni !* » (*Arch. Stor. Ital. I. citant Villani*) ; et della Staffa de s'enfuir au plus vite, pressant les huées. Tout de suite, Bino et Cecco Signorelli, avec Silvestro Baldeschi, se dirigent vers le palais des Prieurs où s'était installé le vice-légat. Celui-ci venait justement d'y arriver pour écouter le chevalier Montesperelli, envoyé en parlementaire par Rodolfo.

Les deux Signorelli et leurs compagnons, arrivés à la porte du palais, parlent poliment, de façon à se faire ouvrir sans difficultés. Mais à peine sont-ils entrés, que la présence du vice-légat les courrouce ; ils voient, assis au milieu des Prieurs à sa dévotion, ce même prélat, naguère si indulgent aux meurtriers de leurs amis. Alors les bannis tirent l'épée, voulant que l'exécution de Giovan-Paolo, les déboires de Malatesta et l'exil de Rodolfo soient payés du même coup ; c'est au nom des Baglioni qu'ils agissent. Bino Signorelli saisit Mgr Filonardi par la barbe, le tire à lui et le tue ; même traitement est infligé au Prieur Giovanni Stefano et au chancelier de la Commune. Au milieu de ce bouleversement, l'un des magistrats fait preuve de fermeté ; interrogé sur le lieu où se cache l'auditeur, il refuse de répondre et reçoit trois blessures, pendant que l'infortuné fonctionnaire, trouvé sous le siège des Prieurs où il s'était blotti, expire sous les coups de Silvestro Baldeschi. Tout de suite, les corps sont jetés par les fenêtres.

Cecco Signorelli et Caidone, d'Assise, courent à la maison habitée par Marco Filonardi, frère du vice-légat. C'était un brave homme installé de longue date à Pérouse, où il s'était marié ; il y vivait tranquille avec ses enfants. Mais son nom le perd ; les bannis ne veulent voir en lui qu'un Filonardi et l'exécutent.

En peu de temps, le quartier Saint-Ange, où s'étaient recrutés les assassins des amis de Rodolfo, est saccagé ; d'autres maisons sont envahies. Il suffit pour cela qu'elles abritent quelque client de Braccio, ou de della Staffa (connu pour son projet de massacre du parti Baglioni). Ces scènes brutales sont éclairées par l'incendie du palais du vice-légat, dont il ne reste rien, et de celui de l'évêché, qui perdit toutes ses archives.

Certains prétendent que, parmi les hommes de Rodolfo, il s'en trouvait dont la conscience était aussi chargée que leurs dossiers. De là, leur empressement à détruire les pièces compromettantes.

Bontempi, qui relate ces événements, en attribue la cause à la mauvaise administration et aux mesures despotiques des magistrats du moment. « *Remercions le Dieu Tout-Puissant*, conclut-il, *pour n'avoir subi, grâce à sa protection et à son amour, aucun dommage au milieu des grands dangers dont nous avons été menacés !* » De son côté, Maltempi prétend que le vice-légat ne laissait nul regret ; le coup de main s'était accompli avec la complicité de la population. Cela semble incontestable.

*
* *

Sans désespérer, Rodolfo va assiéger Bettona, que lui avait enlevé le Pape, au grand plaisir de la faction Crispolti. Le jeune Baglioni envoie Matteo Francesco Montesperelli (**9 nov. 1534**) pour sommer ces derniers de quitter la place ; mais loin d'être reçu correctement, le parlementaire est atteint d'un coup d'arquebuse dont il meurt cinq jours après.

Cependant, à Pérouse, la situation ne peut se prolonger : Braccio Baglioni, avec ses partisans, et Colonna-Pirro son allié, disposent de renforts importants que flanquent les troupes pontificales. On les signale à Deruta, (**nov.**) prêts à se jeter sur la ville ; il faut négocier. Giovan Francesco de Pitigliano, parent de Paul III et ami de Rodolfo et de Galeazzo Baglioni, intervient alors entre les belligérants et se présente à Pérouse pendant qu'un délégué pontifical arrive à Deruta. Finalement, on s'entend aux conditions suivantes : désarmement des étrangers venus guerroyer sur le Pérousin ; le fief de Bettona remis libre aux mains du Pape ; interdiction de séjour à tous les Baglioni, y compris leurs adhérents. Ils devront se fixer à 40 milles, au moins, de Pérouse.

Ainsi Braccio n'a pas, tout d'abord, la faculté de se réjouir bruyamment ; il quitte Deruta, suivi de ses routiers qui manifestent leur humeur par le pillage et l'incendie.

Le cas de Rodolfo est insoluble ; dans la cité désarmée, on ne peut faire fonds sur ces jeunes Baglioni dont l'un, Giovan-Paolo, est encore un enfant. Certains prévoient quelque rivalité probable entre les deux cousins, qui ne supporteront pas mieux le partage du pouvoir que la soumission. Leurs pères n'ont cependant pas fait pâtir les citoyens de leurs discussions ; mais l'un et l'autre étaient des hommes, non des adolescents ; aussi le comte de Pitigliano obtient-il de se faire écouter. Les Baglioni se refusent à profiter d'un éphémère succès quand le « *salut de la patrie* » (Froliere) dépend de leur attitude. A leur âge, on ne rétablit pas de souveraineté ; ils partent le 22 décembre (**1534**) et gagnent Alviano.

En ville, restent deux délégués pontificaux, chargés de gouverner provisoirement, avec deux compagnies sous leurs ordres.

*
* *

Le drame qui s'est déroulé dans la capitale ombrienne prête aux amplifications. Elles n'ont pas manqué, mais résistent mal aux rectifications établies d'après les témoins oculaires.

Il a paru au plus « scénique » de montrer Rodolfo Baglioni, le banni, le petit-fils de Giovan-Paolo, faisant torturer le vice-légat avant de le livrer aux exécuteurs ; certains l'accusent même d'avoir, en personne, tué le fonctionnaire pontifical, puis allumé l'incendie. C'est pousser en couleur, au point de dénaturer les faits. Bonazzi, qui ne laisserait pas échapper une si bonne occasion de dauber sur les Baglioni, n'attribue à Rodolfo que la responsabilité des excès commis après l'irruption en ville.

Sans doute, les bannis et les mécontents s'étaient concentrés au cri de « *Baglioni !* » et ce même appel les avait salués à leur arrivée ; mais nous avons constaté que les fils de Malatesta et d'Orazio n'exerçaient pas encore de commandement réel. Les noms et les détails, fournis avec précision (par Bontempi entre autres), restituent à chacun sa part dans la scène ; Léo et Botta auront beau prétendre que Rodolfo se rendit tout de suite impossible par ses violences et ses exactions, leur donnée est de pure fantaisie.

Bonazzi se borne à remarquer combien l'atmosphère politique s'était modifiée, et son insistance à ce sujet n'appartient guère à l'historien qui reconnut combien l'attachement de la Cité aux seigneurs avait de profondes racines. Sa remarque sur les politiques pontificale et communale, opposant encore Baglioni à Baglioni, peut être exacte ; elle n'est pas neuve.

*
* *

Loin de Pérouse, Rodolfo, dont les biens sont confisqués, met au service d'Alexandre de Médicis son épée de condottier ; il est reçu avec de grands égards à Florence où l'attend un commandement. Et les Pérousins s'agitent ; les partisans de l'exilé s'affichent à ce point qu'un tumulte s'ensuit dans le palais communal (**3 mai 1535**). Spello, Cannara, La Bastia, Bettona et les autres fiefs des Baglioni dont la Cour de Rome n'a rien de bon à attendre, sont harcelés par quelques bandes à la solde du Pontife, sous les ordres de Giovan-Battista Savelli ; Pérouse reste passive. Bonazzi, heureux de le noter, remarque néanmoins la décision de Paul III, « *résolu d'en finir avec les Baglioni et tout vestige de la liberté pérousine* ».

Ces disparitions sont donc solidaires ? Pour un « avancé », l'écrivain doit expliquer sa joie, qui cadre mal avec ses utopies ; il s'en tire par une distinction. Les malins Pérousins feraient, suivant lui, deux parts dans leurs réclamations comme dans les châtements : seules seraient justes leurs propres réclamations et,

par contre, les sanctions infligées aux Baglioni. Comme la disparition de ces derniers entraîne (suivant le même Bonazzi) celle de la liberté, on ne saisit pas bien ce qui peut le réjouir dans cette conséquence. Les fiefs des Baglioni sont saccagés sans intervention des Pérousins dont lesdits seigneurs soutinrent les prétentions ; à merveille, dit Bonazzi. Reste à savoir à qui s'adresseront ces mêmes citoyens au moment du danger ? S'ils imploront les Baglioni (et le fait est hors de contestation), l'historien admettra-t-il que les anciens princes, alors en paix avec le Pape qui leur a rendu leurs biens, répondent aux Pérousins affolés : « *Votre exemple nous a appris les distinctions nécessaires.* »

A coup sûr, la ville est dans un continuel état de fièvre. Nuit et jour on s'épie, on s'agite dans un cliquetis d'armes (**août 1535**) ; car les gentilshommes attachés à Rodolfo refusent de se dessaisir de leurs épées en face d'adversaires irréconciliables. Ils supposent que ceux-ci guettent leur soumission au décret de pacification, pour rétablir Braccio. Le Pape s'est décidé à revenir à Pérouse ; en bannissant les deux Baglioni rivaux, il tente d'apaiser les esprits. L'accord avec la cité date officiellement du 29 septembre ; dès le lendemain, Paul III regagne Rome, laissant comme légat le cardinal Mariano Grimani avec des troupes ; les fiefs des Baglioni reçoivent des détachements de cavaliers : 60 à Bettona, 40 à Montalera. Le cardinal a pu chasser de ces deux localités les tenants des anciens seigneurs. Il choisit, à Pérouse, le palais de Gentile Baglioni pour s'y installer et s'empresse de faire préparer de nouvelles prisons ; le beau palais de Braccio Ier Baglioni lui semble indiqué pour cet emploi. Déjà les auditeurs de Rote y ont élu domicile et, comme la place ne manque pas, les soldats de la garde du cardinal s'y trouvent également casernés ; mais, en sachant s'arranger, d'autres occupants pourraient leur être adjoints. C'est ainsi que la grande salle des « Capitaines », où les anciennes fresques immortalisaient les héros pérousins, est transformée en geôle, à la stupéfaction des patriotes... Le légat a soin de faire communiquer ce palais avec celui de Gentile, pour avoir tout le monde sous la main.

*
* *

Au cours de ces événements, Rodolfo est fort occupé à Florence, où l'on joue de la dague en famille : Lorenzino, dit Lorenzaccio, de Médicis vient d'assassiner son cousin Alexandre (**6 janv. 1537**), suscitant parmi ses concitoyens une effervescence compréhensible. Les nombreux bannis se voient déjà réintégrés dans leur patrie, l'épée à la main, et projettent (**11 janv. 1537**) d'y proclamer la Liberté ; ce serait en même temps leur arrivée au pouvoir, but pratique de toute agitation de parti. Seulement, Cosme de Médicis, proclamé successeur d'Alexandre (**9 janv. 1537**), suscite des difficultés aux républicains en chargeant Alessandro Vitelli et Rodolfo Baglioni de les refouler. Ces capitaines, à la tête de troupes prises la plupart à Cortone et à Arezzo, s'acquittent promptement de leur mission ; le contingent de bannis qui marche sous les cardinaux Salviati et Ridolfi, parvenu à Montepulciano, s'arrête, apprend la marche des Espagnols et l'arrivée, à Ponte de Chiane, de Rodolfo suivi de sa grosse cavalerie. Ce dernier commandait naguère à Pistoie ; il avait opéré avec rapidité. Le soulèvement de Borgo San Sepolcro est bientôt étouffé ; à Sestino et à Montemurlo, les républicains complètement battus, en dépit des efforts de leur principal capitaine, Pierre Strozzi, perdent de nombreux prisonniers (**2 août 1537**)^{259/1}. Ayant ainsi appuyé la cause des Médicis, Rodolfo ne pouvait qu'être appelé par Cosme à un brillant avenir militaire ; suivant Alexius, il serait à ce moment passé en France pour batailler dans les rangs catholiques et aurait reçu d'importants commandements de François Ier. En tous cas, sa réputation grandit alors ; Rodolfo est apprécié en haut lieu, au point que des personnages en vedette interviennent pour le réconcilier avec Paul III (**fin de 1538**), qui lui rend tous ses fiefs. La mère et les sœurs du condottier ne tardent pas à bénéficier de l'amnistie (**1539**).

Ainsi, les Baglioni sont en bons termes avec le Saint-Siège ; l'irruption mouvementée dans Pérouse est oubliée, tout est au calme. Il est important de constater le fait, en raison des événements qui suivent. Ajoutons que, dès le 25 août 1535, le commissaire pontifical, appliquant les pouvoirs donnés par Paul III, absolvait ceux qui avaient secondé le fils de Malatesta dans son coup de force^{259/2}.

Or, juste à ce moment, Rodolfo va être jeté dans de cruelles perplexités ; Pérouse le rappelle. Il s'agit de la guerre dite « du Sel », dont les circonstances nécessitent quelques explications.

*
* *

Entre les Papes et la Commune existaient d'anciennes conventions auxquelles les citoyens tenaient autant qu'à leur liberté. Les unes dataient d'Urbain VI (1379) ; d'autres de Martin V, confirmées par Eugène IV (1431). Celles-ci exonéraient les Pérousins de tout nouvel impôt ; du moins, les intéressés les comprenaient ainsi. Et voici que Paul III, dans le consistoire tenu en novembre 1539, décide une augmentation de trois *quartiers* par livre de sel vendue dans ses États ; interdits, censures spirituelles et

^{259/1} Vasari, en peignant les fresques de la salle dite « de Cosme Ier » au Palais-Vieux de Florence, a représenté Alessandro Vitelli et Rodolfo Baglioni. Dans l'une des fresques, ces capitaines assistent à la proclamation de ce même Médicis comme duc de Toscane ; dans l'autre, ils lui amènent les prisonniers de Montemurlo. — Rodolfo est coiffé d'un casque à cimier. La seconde de ces compositions comprend également Colonna-Pirro Baglioni qui figure près de Rodolfo. Certains noms, mis après coup sur les casques ou les vêtements des personnages, donnent des indications qui ne correspondent pas toujours avec celles que Vasari fournit lui-même dans ses « *Raisonnements* », sous forme dialoguée. Je me suis conformé aux explications du peintre ; elles sont parfaitement claires : « ... *il me semble que ces prisonniers sont conduits par certains capitaines au nombre desquels je reconnais le seigneur Alessandro Vitelli et le seigneur Rodolfo Baglioni* », etc.

^{259/2} Le bref, daté du 13 août 1535, est adressé à Gaspare Aguso, commissaire pontifical. Les auteurs du meurtre du légat étaient exceptés de l'absolution, qui ne s'appliquait pas davantage aux auteurs de graves désordres.

peines sévères visent les insoumis. Cette charge nouvelle se justifiait par l'intérêt de la Foi, en butte aux attaques des Turcs d'un côté et des Luthériens de l'autre : il importait de la défendre, de lutter, et par conséquent de faire des frais. Mais payer ne sourit jamais aux contribuables ; les Pérousins en particulier accueillent fort mal la mesure, épluchent les motifs invoqués par Paul III et, naturellement, les contestent. A les entendre, l'intérêt des Farnèse est plus en cause que celui de la Religion. Rome est bientôt encombrée de délégués venus pour plaider la cause des communes. Ceux de Pérouse font ressortir le contraste qui résulte des nouvelles charges, au détriment de leurs droits ; ils rappellent l'état malheureux du pays, les services rendus au Saint-Siège, les 50.000 écus votés l'année précédente (partie en impôts nouveaux, partie pour fournir des rameurs aux galères papales) ; enfin les dégâts récents commis par les mercenaires de leur suzerain. Vainement rappellent-ils les prérogatives de la Cité, renouvelées et confirmées par le Pape actuel ; rien n'y fait. Paul III écoute, mais enjoint la soumission ; divers cardinaux, pressentis par les délégués pérousins, répondent dans le même sens. Si bien qu'un nouveau bref arrive à Pérouse (**20 fév. 1540**), pressant l'exécution de l'ordonnance sous peine de confiscation des biens, d'excommunication, de privation de tous privilèges, etc.

Alors, le mécontentement de la population devient inquiétant ; le premier Prieur, Alfano Alfani, tente sans succès de l'apaiser ; l'esprit d'indépendance se réveille, irrésistible. Après plusieurs réunions de conseils et divers modes d'élection (contestés, d'ailleurs), le gouvernement trouve un terrain d'entente avec le vice-légat pour élire vingt-cinq délégués (**26 mars 1540**). Deux Baglioni figurent dans cette commission : Lorenzo-Maria, fils de Francesco, pour la Porte Saint-Pierre, et Polidoro, de Malatesta (II), pour la Porte d'Ivoire. Un Crispolti remplace Alfani comme chef des Prieurs, lesquels gouverneront conjointement avec les vingt-cinq délégués. Mais ces derniers, élus en raison de la résistance, voient croître si vite leur autorité sous la poussée du peuple, que les clefs de la ville leur sont remises, ainsi que l'artillerie payée par le Pape ; dès lors le vice-légat, débordé, quitte Pérouse. C'est la guerre ; chacun s'y prépare, les jeunes gens sont convoqués pour être formés en milices. Seulement, la cohésion et la discipline font défaut. Déshabitués de la vie des camps, les Pérousins devraient se bien persuader que leur cas ne vaut pas mieux que celui de Florence ; leurs troupes improvisées n'ont aucune chance de tenir contre les vieilles bandes à la solde du Pontife. Mais à quoi bon raisonner des emballés ? Les Vingt-Cinq, qualifiés désormais de Défenseurs de la Justice et de la Cité de Pérouse, donnent le branle aux préparatifs, réforment les rouages de l'administration suzeraine et, au nom de la Commune, en prennent à l'aise avec les possessions ecclésiastiques du voisinage.

Paul III, voyant s'amonceler l'orage, se dispose à l'action. Ses ressources lui permettent de tenir pour jeu d'enfants une rébellion de cette importance ; il faut néanmoins faire la part de l'imprévu. Le Pape dénonce ses projets en consistoire, et aussitôt le légat de Pérouse offre ses bons offices pour tenter encore d'arbitrer le différend. Paul III accepte (on le conçoit) : Pérouse n'est pas seule en mouvement et toute guerre civile appauvrit l'État ; mieux vaut négocier, et même sans délai ; car un prince étranger pourrait intervenir. Malheureusement le légat, venu de Foligno à Pérouse (**6 avr. 1540**), échoue dans sa mission.

Fort mécontent, le Pontife se résigne aux hostilités et donne le commandement en chef de son armée à Pier-Luigi Farnèse, sous les ordres duquel marcheront également 3.000 Espagnols. Comme suprême tentative de conciliation, le cardinal del Monte (Ciocchi del Monte, le futur Jules III) écrit aux Pérousins, avec l'assentiment du Saint-Père. Ses longs séjours chez eux lui donnent quelque espoir d'être écouté ; il se fait persuasif, démontrant la justice de la mesure parce que celle-ci est générale et motivée : lutter un contre cent, c'est tenter Dieu, conclut-il, sans pouvoir convaincre ni les Vingt-Cinq, ni leurs adhérents. Au nom des vieilles franchises communales, les délégués jurent de combattre plutôt que de céder. Des messagers sont aussitôt envoyés aux alentours afin de conclure quelques alliances indispensables : décidément, l'abandon dans lequel s'est trouvée Florence ne tempère aucune illusion chez ses voisins. Les imprudents comptent être secourus au moment même où se désagrègent les confédérations.

Leur appel n'est écouté ni à Spolète ni ailleurs ; Cosme de Médicis tait la sourde oreille et Ascanio Colonna, atteint par le nouvel impôt, agit de même, néanmoins. Par l'intermédiaire de Pietro Aretino, Venise se cantonne dans de verbeuses sympathies... Combien s'accuse alors l'un des grands inconvénients du système des condottas ! Pérouse, pépinière de capitaines renommés, ne dispose plus, à peu d'exceptions près, de bonnes épées pour sa sauvegarde ; ses plus valeureux fils sont à la solde de tel ou tel gouvernement, et si certains d'entre eux se décidaient à braver les interdictions, avouons que la situation de leur cité les détournerait de cette résolution. Dépourvue de moyens de défense non moins que de troupes entraînées, Pérouse ne peut que s'en remettre aux négociations et ce n'est pas l'affaire de gens de guerre. Leur rôle est de s'exposer aux coups avec quelque chance de succès, non de s'offrir aux outrages qu'entraîne forcément la voie des pourparlers, c'est-à-dire des transactions. L'âme d'un soldat répugne à cette perspective.

Inutile de relever l'insuccès des ambassadeurs pérousins auprès de Charles-Quint ; ces infortunés suivent la voie douloureuse des Florentins et l'empereur réédite ses injonctions d'obéissance pure et simple au suzerain. Il est vrai que la guerre contre les Luthériens obligeait le potentat à ménager le Pape. Malgré tout, les Vingt-Cinq, croyant s'être trop avancés pour reculer, réunissent le peuple dans les églises que l'interdit pontifical (**du 17 mars 1540**) a désaffectées et exposent les projets de Paul III. Leur unique espoir réside dans la justice de Dieu ; aux citoyens de les soutenir et de s'unir tous pour la défense de la patrie. Et l'assistance entière clame le serment de la résistance. C'était prévu ; les délégués, en gens avisés, font inscrire par-devant notaire, les noms des assistants, sur un document qui stipule l'assentiment absolu des Pérousins à la campagne projetée. Du reste, nulle contradiction ne s'est élevée de cette foule, avide de bataille et prête à faire fi de la réponse impériale. Cependant, après avoir mis leur responsabilité à couvert

dans la mesure du possible, les Vingt-Cinq gardent leurs inquiétudes et prétendent s'abriter encore derrière une commission de dix membres, élus (deux par Porte), chargés de les appuyer dans le gouvernement.

*
* *

Parmi les motions votées d'enthousiasme dans la réunion populaire, celle qui concerne les Baglioni^{261/1} n'est pas la moins suggestive. Que ne sont-ils à Pérouse ! s'écrie-t-on de divers côtés. Et surexcitée, la foule veut qu'ils reparassent immédiatement, qu'ils soient rappelés en hâte, au nom de la patrie ; c'est la suprême ressource. Nul ne se plaint alors de leur tyrannie ; nul ne se souvient d'avoir laissé piller leurs biens. Toute délibération à leur sujet est jugée fastidieuse ; il faut des conclusions, lesquelles sont rédigées et votées aussitôt à l'unanimité. Les voici : « *Considérant que la très illustre Maison Baglioni a, de tous temps, été la première de Pérouse et de la plus grande valeur dans les armes ; que de remarquables sujets et les plus réputés capitaines n'ont cessé d'en sortir ; que les Baglioni témoignèrent un constant amour à leur patrie et qu'il importe de se confier pleinement à leurs talents éprouvés, à leur courage et à leur expérience. Estimant que, pour être défendus et délivrés d'un si grand péril, et régler la situation de la meilleure et de la plus honorable façon, il suffit de s'en rapporter à leurs soins, à leur prudence et à leur gouvernement... etc.* » (Frolliere) Les considérants font encore valoir que « *la patrie fut puissante et vénérée, grâce à eux surtout, dont la réputation militaire est florissante aujourd'hui encore...* » (Fabretti) Bref, des ambassadeurs sont dépêchés à Braccio, aussi bien qu'à Rodolfo, à Astorre et à Adriano son frère. « *Leur présence va améliorer la situation des Pérousins et du pays. C'est l'espoir de ceux qui, de tous temps, ont témoigné et témoignent encore autant de foi que d'attachement aux personnages de cette Maison.* » (Frolliere) Mais Braccio est un dissident, un adversaire des Baglioni indépendants. On ne peut l'appeler sous la même bannière ; du reste, il se dérobe. Tranquillement installé à Acquapendente, âgé, fatigué après de nombreuses campagnes (celles d'Orient, en particulier), il ne serait, dit-il, d'aucun secours avec sa santé délabrée. Au fond, Braccio, parent du Pape, redoute toute compromission et tient à rester neutre. Quant aux fils de Gentile, Astorre et Adriano, ce sont des enfants : l'aîné a 14 ans ; tous deux habitent Città di Castello sous la tutelle de leur oncle, le général Alessandro Vitelli, auquel Paul III vient de remettre un commandement pour marcher contre Pérouse. En aucun cas, les jeunes Baglioni n'auraient été autorisés à combattre dans les rangs des révoltés ; inutile d'insister.

Reste Rodolfo, qui jouit d'une condotta de cent hommes d'armes à la solde de Cosme de Médicis ; l'espoir entier des Pérousins se fixe sur lui. Lettres pressantes et ambassades réitérées l'assaillent, pour lui démontrer que le salut de sa patrie dépend de son courage et de son dévouement ; jamais il ne trouvera une occasion de rentrer dans Pérouse avec plus de gloire et d'amour du peuple.

Rodolfo entend ou lit ces beaux arguments, développés à satiété, et reste songeur. Naguère, en pareille circonstance, un Baglioni eût immédiatement tiré l'épée ; aujourd'hui, le souvenir de Malatesta est trop vivant dans la mémoire de son fils, pour ne pas tempérer l'émotion du premier moment. Supplications et promesses, faites à l'heure du péril, deviendront calomnies et injures demain, si la disproportion des forces en présence paralyse la résistance. Rodolfo reconstitue le scénario pour en avoir souffert dans son affection filiale ; il répond donc assez froidement aux délégués. Et si les paroles que lui prête le chroniqueur (heureux de les présenter à la manière des discours) ne reproduisent pas ses propres expressions, elles correspondent certainement à son état d'esprit. « *Trois choses sont indispensables pour l'entrée en campagne : les préparatifs, les troupes, le commandement. J'entends par préparatifs : les fonds, les vivres et les armes. Non seulement la solde de 2.000 fanti mercenaires vous est nécessaire, en plus de vos milices non payées, mais il vous faut une réserve de numéraire, en cas de prolongation de la guerre.* » (Frolliere) Le capitaine fait ensuite remarquer que si les hostilités débutent en verbiages, les moyens violents ne tardent pas à s'imposer. Ce ne sont pas les prodromes du litige qu'il faut examiner, mais ses conséquences, et s'occuper surtout des ressources dont dispose Pérouse en comparaison des moyens d'action d'un ennemi très supérieur. L'important est de sauver l'honneur en préservant la ville ; Rodolfo conclut : « *Dites en mon nom aux Pérousins que s'ils veulent de moi à leur tête, ils doivent se charger des préparatifs que je viens d'énumérer. Ce n'est pas en pleine action qu'il s'agira de parer au nécessaire. Je me charge du reste, c'est-à-dire de la direction de la guerre et de la répartition de la solde.* » (Frolliere) Ayant insisté pour que ses paroles soient fidèlement rapportées aux Prieurs, aux Vingt-Cinq et au peuple, pour qu'on ne voie pas, dans ses explications, des prétextes à négliger ce qu'il estime son devoir envers sa patrie, il affirme que son intention est uniquement d'éviter les critiques à venir. « *Mieux vaut ne pas tenter l'aventure, que céder honteusement ensuite.* » (Frolliere)

L'exposé de l'entretien de leurs ambassadeurs émut vivement les Pérousins, car le résultat de la démarche paraissait compromis. Aussitôt, conseils et réunions se multiplient, donnant libre cours à toutes sortes d'avis. La difficulté est de trouver les fonds pour payer le plus pressé, comme l'a recommandé Rodolfo. Alors, le gouvernement se résigne aux plus grands sacrifices ; il vend une bonne partie de l'argenterie des Prieurs, l'une des plus riches et des plus artistiques d'Italie. Frolliere en donne le détail qu'on ne peut lire sans tristesse, à la pensée que la plupart de ces chefs-d'œuvre vont être réduits en monnaie. Le reste, cédé en gage à de riches particuliers, devait faire retour à la commune ; on l'espérait du moins. (Mais, plus tard,

^{261/1} Les indispensables Baglioni, comme l'écrivait avec aigreur Bonazzi, satisfait également de voir leurs fiefs saccagés par les routiers de Savelli, à la solde du suzerain. Combien l'historien approuvait ses concitoyens de n'être pas intervenus alors ! Il se sent maintenant assez mal à l'aise pour expliquer l'appel de Pérouse à ces mêmes Baglioni, dont l'absence se fait apparemment sentir.

tout sera confisqué comme biens de rebelles et passera au Trésor apostolique.) Les magistrats décrètent, en même temps, de lourds emprunts aux dépens des riches ; meubles et immeubles communaux sont, en grand nombre, vendus ou mis en gage. Il va de soi que les saignées faites aux bourses calment immédiatement l'enthousiasme ; seuls, certains patriotes font preuve d'une abnégation illimitée. Mais combien s'affiche déjà l'impopularité des Vingt-Cinq, coupables d'avoir si mal géré les affaires ! Leurs actes sont blâmés, leurs noms vilipendés. On constate tout de suite que la solde de 2.000 fanti, pendant un mois, dépassera les ressources du budget ; pourtant, la guerre peut se prolonger et, par surcroît, aucun effort n'est possible sans un chef, un vrai capitaine. Il faut absolument décider Rodolfo Baglioni à venir ; de nouveaux délégués lui sont envoyés pour le conjurer de répondre à l'appel de ses concitoyens.

Au sein de cette agitation, la population donne l'exemple d'une extraordinaire piété. Elle distingue parfaitement entre la religion et la politique ; entre le successeur de saint Pierre et le suzerain ; la foi du chrétien n'est en rien gênée par les revendications du citoyen. De longues processions se déroulent dans les rues (**8 avr. 1540**) ; un grand Christ est placé sur la porte de la cathédrale, au-dessus d'un portrait de saint Ercolano représenté en habits sacerdotaux. Au pied de la croix, les clefs de Pérouse sont déposées avec solennité. Jour et nuit, les citoyens viennent en foule s'agenouiller devant le Christ les uns se donnent la discipline, d'autres se prosternent en vêtements de deuil ; tous prient. Les troupes, au passage, font une génuflexion et inclinent leurs étendards. Mario Podiani, chancelier de Pérouse et orateur réputé, interprète les sentiments des habitants en adressant au ciel d'ardentes supplications au nom de la Liberté ; il recommande le salut du peuple et l'honneur des armes (**8 avr.**). Dans la suite, cet orateur véhément réussira à prévenir une dangereuse arrestation. En attendant, les citoyens n'offrent pas seulement au Seigneur les clefs de leur ville, mais aussi leurs enfants et tout ce qui leur appartient ; c'est pour le Christ qu'ils prétendent lutter.

Toutefois, l'horizon politique ne s'éclaircit pas. « *Aucun secours, aucun refuge, ne sont espérés en dehors du seigneur Rodolfo.* » (Frolliere) On le harcèle donc d'ambassades. En dernier lieu, les délégués pérousins ont garanti une provision de 300.000 écus ; tout ce que le prince a déclaré indispensable pour entrer en campagne a été préparé ; chacun le lui affirme. Pérouse n'attend plus que sa Seigneurie, « *qu'appellent les vivats et les plus ardents désirs du peuple entier.* » (Frolliere)

Ainsi Rodolfo devient, à vingt-deux ans, l'arbitre d'une crise effrayante ; ce n'est pas rien que combattre le Pape, dût-on trouver injustifiées les nouvelles charges qu'il impose aux Pérousins. La disproportion des forces est flagrante et les résultats se devinent ; Pérouse sera matée. Or, Rodolfo relève aussi de Paul III, qui lui a restitué ses fiefs et rendu ses bonnes grâces. Rebelle, le fils de Malatesta a tout à perdre, rien à gagner ; va-t-il encourir les plus graves mécomptes en bravant la répression certaine ? Dans cette perplexité, le cri d'angoisse de la patrie tenaille son cœur. Tout l'espoir de Pérouse réside dans son épée, on ne cesse de le lui dire, et Rodolfo se décide ; dans la catastrophe, il réclamera sa part. Au pis aller, peut-être sera-t-il possible d'organiser une direction politique qui permettrait de faire assez bonne figure devant l'ennemi. Evidemment, la Cité cédera ; mais il y a la manière, ne serait-ce qu'en échappant aux pires dommages. C'est tout ce qu'on peut souhaiter pour sortir de l'impasse où l'emballement d'un jour vient de précipiter les citoyens ; de cette façon, le Pape et Pérouse s'en tireraient au meilleur compte. « *Ainsi fit-il, ajoute Frolliere, c'est la pure vérité de reconnaître que si Rodolfo n'était pas venu, s'il n'avait pris en mains, du mieux possible, les affaires et la défense de Pérouse, c'en était fait à jamais pour elle de ses biens, de ses habitants et de ses privilèges. Dieu inspira à Rodolfo d'accourir pour notre salut et la sauvegarde de sa patrie : dans ce seul but, il répudia ses propres intérêts et sa tranquillité.* » En présence du descendant de leurs anciens princes, les ambassadeurs attendaient, anxieux, la réponse qui devait décider de leur cause Rodolfo les rassure : « *Avant peu, leur dit-il, je serai des vôtres.* » Mais il insiste encore pour que les engagements qui lui ont été consentis soient tenus et pour qu'on ne manque pas d'assurer les fonds nécessaires ; lui-même amènera un détachement de cavalerie et quelques fanti.

Un personnage que la marche des événements n'enchantait pas, c'était Cosme de Médicis. Peu solide dans son gouvernement, il voyait avec effroi les hostilités se préparer à sa porte ; l'intervention de Rodolfo, alors à sa solde, le mêlait à l'aventure, qu'il le voulût ou non. Pouvait-il empêcher ce Baglioni de rejoindre les Pérousins ? Cosme se l'était demandé et, se conformant néanmoins au désir de Paul III, faisait transmettre par l'ambassadeur florentin à Rome sa propre soumission (**29 mars 1540**) aux volontés pontificales, en ce qui concernait la capitale ombrienne. Il sera interdit à Rodolfo de gagner cette ville. Cependant, l'état d'esprit du Médicis se modifie au cours des événements, comme en témoigne sa lettre aux ambassadeurs espagnols (**1^{er} mai 1540**) le duc insiste sur les graves inconvénients qu'entraînera le refus de licence imposé à Rodolfo et sur le danger pour le Pape de recourir à l'empereur. Les Pérousins ne songeront-ils pas à se réclamer du secours français ? Peu après (**9 mai**), l'ambassadeur pérousin Niccolini devient le porte-paroles de Cosme, qui veut démontrer à Charles-Quint combien il est difficile d'empêcher Rodolfo de rallier ses compatriotes. N'est-il pas imprudent de réduire les Pérousins au désespoir ? L'Empereur assumerait une part dans les responsabilités, s'il accordait des troupes au Pape.

Dès lors, l'attitude de Cosme à l'égard de Rodolfo se devine ; la licence nécessaire, permettant au capitaine de partir, est accordée. Le duc se borne à tenir les ambassadeurs d'Espagne (**lettre du 21 mai**) au courant du départ « *qu'il n'a pu empêcher.* » Rodolfo s'est engagé à ne point agir contre l'empereur ; c'est tout ce qu'on a obtenu de lui. Deux jours après, nouvelle lettre du prince florentin (**23 mai 1540**) (cette fois à son ambassadeur à Rome) pour offrir ses bons offices d'arbitre entre Paul III et les Pérousins.

Ces derniers, de leur côté, vont se prévaloir des services rendus au duc de Florence par Rodolfo, pour en espérer quelque appui. Pure illusion, du reste ; Cosme et Rodolfo ont déjà été avisés par les ambassadeurs pérousiens de l'insuccès de l'appel à Charles-Quint. La cause se présente de plus en plus mal ; en fait, elle est perdue et le duc n'en doute pas. Mais le fils de Malatesta marchera quand même ; il essaiera de parer au danger immédiat par une entente avec Paul III ; « *plus qu'une victoire des Pérousiens, les bons offices de Rodolfo pourront la mener à bien.* » (Froliere)

C'est ce que comprit parfaitement le Pape. Irrité tout d'abord de l'attitude du duc de Florence, qui laissait partir Rodolfo en dépit d'assurances contraires, il se calma vite, pensant que le procédé réussirait peut-être à éteindre l'incendie avant que les dégâts fussent irréparables. Certes le dommage qui menaçait Pérouse inquiétait le Saint-Père, car en domptant les rebelles, il s'atteignait par contre coup sur un point important de l'État ecclésiastique. Mais Rodolfo, accouru au secours de la patrie, n'a nul pardon à espérer...

Maintenant, les troupes pontificales sont à Foligno, où s'est réfugié le légat de Pérouse. Pier-Luigi Farnèse, gonfalonier de l'Église, leur général, y arrive, accompagné de son état-major et d'un contingent de cheval-légers, casernés en dernier lieu à La Bastia, fief des Baglioni. Les troupes avancent sans encombre sur le territoire pérousin, au vif émoi des citoyens. Pourtant l'opinion publique pousse à l'action immédiate, parce que les premiers ennemis en vue semblent peu nombreux ; on les culbutera avec le secours des campagnards. En conséquence, sont élus des capitaines qui conduisent leurs milices à Ponte San Giovanni, mais ne tentent aucun contact sérieux. L'armée de Paul III se complète par de nombreux détachements de cavalerie et d'infanterie ; elle ne semble nullement pressée d'en découdre. Autant les soldats sont peu zélés pour cette campagne, autant le succès leur est assuré par la supériorité numérique ; alors chacun prétend toucher sa solde le plus longtemps possible. Pérouse est simplement vouée à la famine.

Cependant, la perplexité des assiégés croît et se justifie à mesure que s'étendent les lignes ennemies ; plus que jamais on réclame, on veut Rodolfo. L'approche des troupes papales lui a été immédiatement signalée et les délégués pérousiens lui ont réitéré les plus complètes assurances au sujet des soldats, des fonds, des vivres et des munitions. Tout étant déclaré prêt, Rodolfo n'a plus qu'à paraître. Ce dernier, suivi d'un groupe d'officiers instruits sous ses ordres, s'est mis en route avec quelques troupes à pied et à cheval ; passant par Cortone, il va saluer sa mère, qui ne pouvait s'illusionner sur le sort réservé à son fils. Monaldesca pressent les insultes et la haine ; de toutes ses forces elle dissuade Rodolfo d'intervenir dans une circonstance qui ne permet aucun effort utile au point de vue militaire ; cela tombe sous le sens. L'entreprise n'entraînera ni gloire, ni honneurs, en raison des faibles ressources dont disposent les Pérousiens déjà divisés. Bref, la veuve de Malatesta multiplie ses arguments ; tous échouent devant la résolution de Rodolfo qui, les ayant pressentis et reconnus justes, passe outre, parce qu'il a donné sa parole.

De Cortone, quelques capitaines sont envoyés par lui aux Vingt-Cinq de Pérouse, afin d'activer les derniers préparatifs. L'un de ces officiers, Girolamo della Bastia, réputé pour son expérience, a été « *élevé à la rude école de Giovan-Paolo Baglioni* » et de ses fils. (Froliere) Cette délégation va rassurer les citoyens en annonçant l'arrivée de Rodolfo, sitôt qu'ils seront en mesure de soutenir le siège. Le capitaine attend à Cortone le moment propice : « *Son énergie ne se ralentissait pas pour appeler de nouvelles recrues sous sa bannière.* » (Fabretti)

Pendant ce temps, de nombreuses bandes enflent de plus en plus l'armée ecclésiastique ; une foule d'officiers se sont offerts pour commander, flairant les bénéfices faciles. Bientôt, Pérouse apprend que 3.000 Espagnols sont cantonnés du côté d'Assise ; les appréhensions augmentent en rapport : que fait donc Rodolfo ? Les plus résolus se laissent gagner par la panique, et nombreux sont ceux qui déplorent cette malencontreuse rébellion. Bien entendu, ce revirement de l'opinion s'opère au préjudice des Vingt-Cinq, dont la stupide direction accule les citoyens aux pires expédients : on le proclame sans réticences. La ruine est proche ; les serments de sacrifier fortune, enfants et existences... sont absolument oubliés ; chacun accepterait aujourd'hui l'impôt du sel, fût-il agrémenté de quelques autres charges. Mais à quoi bon se lamenter, quand les coureurs ennemis galopent aux environs ? S'ils n'ont à redouter que les miliciens ou la poignée de fanti envoyés à leurs trousses, leur promenade se poursuivra sans encombre.

Tristement, les citadins déambulent par les rues, échangeant les plus amères réflexions en ce jour de Pâques, fêté naguère avec tant de solennité... Et voici qu'au loin se fait entendre un bruit, sourd d'abord, puis distinct bientôt pour chacun ; tout à coup, dans un fracas de tonnerre, quarante cavaliers s'engouffrent par la porte Sainte-Suzanne et n'arrêtent leur galop que sur la place^{265/1}. De tous côtés accourent les gens intrigués, ébahis ; on entoure le groupe, pendant que les chevaux s'ébrouent dans un cliquetis d'acier. Déjà, le chef du détachement, un jeune homme, a mis pied à terre ; on le reconnaît, c'est Rodolfo Baglioni ! Alors les esprits s'exaltent dans une émotion telle, que le désastre imminent est tenu pour impossible. Les bérets volent en l'air ; c'est l'explosion des vivats et des cris joyeux de la foule, aux remous insensés. Le premier mouvement de Rodolfo a été de s'agenouiller devant le grand Christ, témoin de la ferveur populaire. A peine peut-il commencer une courte prière qu'il est saisi, enlevé par la multitude, et se voit transporté dans le Palais du gouvernement. De toutes parts pétillent les feux de joie ; les fanfares éclatent joyeuses, accompagnées par le carillon des cloches et les salves d'artillerie (**16 mai 1540**).

265/1

D'après Bontempi (dont Fabretti adopte la version), une partie de la populatio n'aurait eu le temps de courir au-devant de Rodolfo, « *chacun se réjouissant de son arrivée* », et l'aurait accompagné jusqu'à la place.

C'est par de pareilles démonstrations que l'armée de Luigi Farnèse apprit l'arrivée de Rodolfo. Est-il besoin de noter les rapprochements inspirés à de nombreux Pérousin par la venue du Baglioni, coïncidant avec une tempête affreuse qui, récemment, avait soufflé sur la ville pour cesser tout à coup ; cela parut de bon augure. Rodolfo prend un peu de repos ; il soupe et s'installe le mieux possible dans les salles qui dépendent de la cathédrale. Cependant l'émoi a été vif parmi les Pontificaux ; Farnèse et ses capitaines : Girolamo Orsini, Alessandro Vitelli ou l'évêque de Casale, lieutenant général de Paul III, échangent leurs impressions. Personne ne voudrait admettre que Rodolfo ait osé traverser les lignes assiégeantes et se jouer de l'état-major. Le surlendemain (**18 mai 1540**), les belligérants continuent à se faire la main, en escarmouchant près de Ponte San Giovanni qu'ont dépassé les Pontificaux. Rodolfo s'informe de leurs forces qui sont très importantes et ne cessent de grossir ; par contre, les milices pérousines n'ont qu'un semblant d'organisation. Il importe d'y pourvoir et de solder au moins 2.000 fanti ; Rodolfo nomme les capitaines qui entreront immédiatement en charge. Parmi eux, Bartolomeo della Staffa (un des Vingt-Cinq) offre spontanément d'équiper à ses frais une compagnie et tiendra parole sans défaillance. Plus tard, Paul III dira de lui : « *Si Pérouse avait compté 25 Bartolomeo, je n'en serais jamais venu à bout.* » Dans l'intimité de Rodolfo figure à ce moment un dévoué Pérousin, Benedetto Aleggi (nommé ailleurs Alessi, suivant les textes historiques) ; c'est un ancien secrétaire de Malatesta Baglioni, réputé pour son bon sens et son attachement aux seigneurs pérousins. On le surnommait « *Vecchia* », la vieille ; un peu comme on aurait dit le « sage », et sa correspondance avec Ugolino Cerboni, secrétaire du duc Cosme de Médicis, justifie cette interprétation. Aleggi est un renseigné ; il connaît assez les forces dont dispose Pérouse pour combattre nettement la décision de Rodolfo qu'il voit se perdre à plaisir. C'est là, nous l'avons vu, prêcher un converti ; le fils de Malatesta sait que, dans l'infortune inévitable, la main tendue vers le médiateur a bientôt fait de le frapper au visage. Sa résolution, que n'a pu fléchir l'insistance de sa mère, ne cédera pas aux raisonnements du plus dévoué des sous-ordres.

Dès que les 2.000 fanti eurent été levés à Pérouse, les fonds manquèrent d'un tiers au moins. Alors le gouvernement tente un emprunt au duc de Florence, pendant que « *Vecchia* » ricane tristement : « *Ne l'avais-je pas dit ?* » Rodolfo ne s'était pas non plus payé de mots ; il ne peut, cependant, dissimuler quelque mécontentement à l'adresse des Vingt-Cinq, dont les assurances avaient été formelles. Leurs engagements sont loin d'être tenus, même en partie ; pris pour attirer le capitaine, ils s'évanouissent au premier contact avec la réalité. Copieusement dégoûté Rodolfo veut partir... « *Mais le péril de sa patrie et le sacrifice de tant d'innocentes victimes l'émeuvent de pitié ; dût-il payer sa décision de sa vie, il restera.* » (*Frolliere*) Enfin, l'infanterie reçoit un mois de solde (au lieu de deux) et le gouvernement décrète : aucune espèce de provision, en argent ou en nature, ne pourra sortir de Pérouse sans autorisation, sous peine de confiscation et d'une punition exemplaire. Or, un paysan ayant prétexté la remise de certains objets à un ami, s'y prend maladroitement, est arrêté et trouvé porteur de valeurs appartenant à l'un des Vingt-cinq : Tindaro Alfani. Ainsi, l'exemple de l'insoumission vient de haut, les membres du gouvernement s'en mêlent ; constatation bien faite pour irriter la population. Le coupable doit s'estimer heureux d'être jeté en prison, où on l'oubliera jusqu'à la fin du siège. Il y a mieux : on apprend la fuite d'un de ses collègues, et le déserteur, avant de décamper pendant la nuit, s'est borné à laisser une lettre d'excuses pour les Vingt-Cinq devenus vingt-trois. C'en est trop ! les citoyens furieux se soulèvent, prêts aux violences, et leur attitude s'explique en face d'une commission directrice qui se désagrège, dénonçant par là même l'imminence du péril.

Rodolfo garde son sang-froid ; il voit lui-même aux moyens de défense et à l'organisation des combattants. En somme, la forte situation de la ville permettra de ne céder qu'après quelque honorable démonstration.

Les troupes de Paul III serrent de près le château de Torgiano où commandent deux braves capitaines : Andrea d'Arezzo et Ascanio della Corgna, disposant l'un et l'autre d'une compagnie ; c'est toute la garnison. Mais Ascanio est un officier de premier ordre ; fort apprécié pour ses travaux de génie militaire, il a profité du peu de temps laissé à la défense pour établir de solides retranchements. Les canons de Luigi Farnèse ne pouvant les entamer, les assiégeants ne tentent pas d'assaut. Ascanio n'a pas moins saisi l'occasion de harceler l'ennemi par d'adroites sorties ; il lui tue ou lui prend quelques hommes. Bien plus, certain jour que Luigi Farnèse en personne passait le pont de Chiagio, suivi de sa cavalerie, quelques soldats assiégés l'aperçoivent et le visent ; un coup d'arquebuse atteint la croupe de son cheval qui s'abat. Ce petit incident achève de fixer l'état-major sur la défense imprévue de Torgiano. Le commandement hésite, un peu dérouté ; finalement, Vitelli reçoit l'ordre de rester ainsi que les Espagnols de Sanche d'Alarçon, pour continuer le siège. Le gros des forces en Allemands, Espagnols et Italiens, soit 12.000 fanti et 600 chevaux, marche sur Pérouse par Ponte San Giovanni. Sur ce point les troupes rencontrent une certaine résistance ; mais elles peuvent s'avancer avec la sécurité de la force : la cavalerie va razzier les campagnes environnantes, qu'elle terrorise par le pillage et l'incendie. Il s'ensuit quelques défaillances de la part des petites garnisons de forteresses, qui se rendent pour échapper à la destruction.

Rodolfo a fini par obtenir un peu d'ordre dans ses troupes et fait fond sur leurs cinq capitaines, qu'il a choisis exprès parmi les Vingt-Cinq. Sous son commandement direct, le petit contingent à sa propre solde (si allègrement entré dans la ville) opère avec un certain succès. Ces soldats déterminés, se risquant en enfants perdus, soulèvent les campagnards, ramènent quelques prisonniers et même des chevaux. D'autre part, les Vingt-Cinq députent plusieurs messagers à Valeno Orsini, avec du numéraire, pour obtenir de nouveaux escadrons. Les travaux ne chôment pas aux fortifications. Mais tout cela ne saurait arrêter la marche des troupes pontificales, qui déjà paraissent à la villa dite de Pretola, aux bords du Tibre. Une sortie est tentée et, cette fois, les Pérousins prennent vraiment contact ; les tués et les blessés sont nombreux, au dire de

Frolliere ; ses compatriotes font aussi quelques prisonniers. Bien entendu, pareilles démonstrations ne peuvent être que vaines. L'armée ecclésiastique étreint Pérouse de plus en plus ; on voit passer ses bandes au Borgo de Fonte nuova ; d'autres occupent Monte Luce, où, sans ordre, une bande de jeunes gens tentent une sortie inutile. Les assiégeants s'étendent depuis la porte de Fonte nuova jusqu'à celle de Saint-Antoine (**20 mai 1540**). Mais là le combat s'engage ; contraint d'abandonner le Borgo Saint-Antoine, l'ennemi perd du monde, en particulier sur les hauteurs de la Porte du Soleil. Rodolfo a fait pointer quelques pièces dont le feu balaie la route découverte « des Capucins » ; seulement, les Pérousins comptent aussi de nombreux blessés et ces diverses escarmouches n'avancent en rien leurs affaires. Faute d'argent et de vivres, la reddition est fatale ; de plus, la place du Torgiano, abandonnée à ses seules ressources et manquant de tout, vient de capituler. Ascanio della Corgna n'a pu braver plus longtemps la force des choses. L'ennemi lui accorde les honneurs de la guerre, et Pier-Luigi, louant sans réticence le chef qui vient de lui tenir tête dans les plus mauvaises conditions, lui offre un commandement en haute solde sous ses ordres. Mais Ascanio décline l'invite, en raison de la détresse de ses concitoyens. Libres maintenant de leurs mouvements, Vitelli et les Espagnols se portent en hâte sur Ponte de Pattolo, dont ils saccagent la région encore épargnée. C'est alors qu'une sortie, tentée sous la direction de Ponto Almenni, entraîne certains dommages pour les gens d'Espagne ; quelques prisonniers de cette nation sont ramenés en ville, avec le butin saisi sur eux, et dont les assiégés les soulagent afin de rentrer un peu dans leurs frais.

Sur ces entrefaites, Rodolfo, voulant verser la solde aux troupes, apprend que les caisses sont vides ; plus rien : les mercenaires s'agitent aussitôt, fort en désordre. Rodolfo, froissé d'avoir été à ce point trompé sur le véritable état des ressources, parle encore de partir avec ses gens et, de nouveau, l'angoisse de Pérouse le rive à ce poste. Les rancunes s'enveniment contre les Vingt-Cinq, auxquels ne sont pas épargnées les menaces d'exil ou de mort ; chacun de ces malheureux ne songe plus qu'à son propre cas et certains, malgré les prohibitions et la surveillance, réussissent à fuir avec ce qu'ils ont de précieux. Ces défections réitérées soulignent l'approche du désastre que les citoyens pressentent, non moins sûrement, en apercevant du sommet des tours la fumée des incendies qui tournoie au loin. Quatre cents maisons, villas ou palais s'effondrent ainsi dans les flammes, et les fuyards effarés, en se repliant sur Pérouse, annoncent les redditions de forteresses et décrivent la panique.

Un conseil est convoqué (**25 mai 1540**) devant lequel Luca Alberto Podiani expose, sans ambages, la gravité de la situation. Pour la première fois, de vagues paroles de reddition sont risquées officiellement Rodolfo se tait. Pourtant, six jours après (**31 mai 1540**), un nouvel emprunt de 20.000 écus est voté par le conseil, ce qui n'implique pas un désespoir absolu. Il est vrai que, dès le lendemain (**1^{er} juin**), le vent tourne ; les citoyens, assemblés en conseil général, arrêtent, sous l'impression des pires catastrophes, une décision tendant à députer à Paul III deux ambassadeurs pour implorer son pardon. Cette motion n'est pas suivie d'effet ; on hésite. L'espoir de tous se cramponne encore à Rodolfo ; de lui seul dépend le succès des négociations nécessaires. On le supplie de traiter, et ce n'est certes pas à lui que s'adressent les reproches sur le pitoyable état de la ville ; pareille absurdité est prématurée, quand aucun des Vingt-Cinq ne se fait d'illusion sur la répartition des responsabilités. Ni le gouvernement, ni les administrés n'ont pu sérieusement douter de la ligne de conduite imposée au capitaine par l'isolement même de la rébellion ; la voie des négociations était seule ouverte. C'est par elles que le seigneur préservera les Pérousins des plus graves dommages, avant la rentrée dans l'ordre. A ce jeu-là, Rodolfo perd ses biens et les bonnes grâces du Pape, ce qui est quelque chose ; mais les assiégés n'ont pas le loisir de peser de telles conséquences ; ils tablent sur les relations du fils de Malatesta dans l'état-major pontifical, pour régler au mieux leur cas, et cette combinaison prévaut.

De fait, Rodolfo a l'un de ses parents près de Pier-Luigi Farnèse ; c'est Girolamo Orsini, avec lequel il est en excellents termes. A la fin de mai, ou dans les premiers jours du mois suivant (Bontempi parle du 1^{er} juin 1540), les pourparlers s'engagent entre les deux chefs. Dans l'église Sainte-Marie-Nouvelle, une entrevue est ménagée au cours de laquelle Girolamo insiste pour que Rodolfo sache profiter des conditions favorables offertes par les Pontificaux. Rodolfo ayant demandé à Orsini s'il parle en son nom personnel ou comme intermédiaire qualifié, son interlocuteur convient avoir exposé son propre point de vue. Mais il s'inspire de son affection pour les Pérousins et pour Rodolfo ; comme seigneur et comme vassal du Pape, ce dernier doit chercher un terrain d'entente pour les deux partis.

Tenus au courant de ce premier échange de vues, les Prieurs et les délégués de Pérouse décrètent, en assemblée, qu'il appartiendra à Rodolfo Baglioni de régler l'accord au nom de la Cité dans les meilleures conditions ; on lui donne pleins pouvoirs. Aussi, pareil fait est-il relevé par Bonazzi... « *Tous ces gens trompés le prient de rester, et ceux qui soupçonnaient ses procédés tortueux joignent leurs instances à celles des autres, craignant pis encore d'un changement de médiateur.* » L'insinuation se passe de commentaires. Rodolfo envoie au camp pontifical un héraut qui s'adresse à Girolamo Orsini et le charge d'obtenir du général en chef l'autorisation de débattre une convention. Orsini accepte, puis fait répondre qu'il s'entretiendra volontiers avec son cher et aimé parent. Cette fois, l'entrevue a lieu à Monte-Luce : Baglioni et Orsini s'y rendent, suivis l'un et l'autre d'une brillante escorte. « *Tous les deux attireraient l'attention, comme rejets de deux des premières familles d'Italie ; leur harnais de guerre et, plus encore, leurs prouesses, les mettaient en évidence.* » (Frolliere)

Rodolfo rappelle les liens de famille qui l'unissent à un compagnon d'armes dont il sait apprécier la droiture ; cette considération l'a poussé à entamer les pourparlers avec lui. Les bons offices d'Orsini aplaniront certainement les difficultés : « *Si mes Pérousins, dit Rodolfo, se sont soulevés les mois derniers,*

c'est sous l'impulsion de la multitude furieuse, toujours prête aux moyens extrêmes. Fatalement, il est arrivé que ni les nobles, ni les sages, n'ont eu l'influence nécessaire pour la calmer. Vous ne pouvez admettre, n'est-ce pas, que la suite des événements ait découlé de l'approbation unanime ? » Le capitaine fait remarquer que nombre d'infortunés, poussés par le désespoir, ont estimé être en cas de légitime défense : *« Pour moi, ajoutez-il, je ne suis venu en ville que sous l'impulsion de ce qui tient le plus au cœur de l'homme : l'amour de la patrie. Mon intention n'a nullement été d'offenser le Pape ; j'ai osé espérer, en remettant les Pérousins sous son autorité, régler plus avantageusement leur cas que n'auraient pu le faire des intermédiaires moins dévoués, capables de les ruiner absolument. Si maintenant vous estimez que nous avons fait fausse route, le peuple pérousin et moi-même, nous le reconnaitrons sans difficultés et nous nous en excusons. Pérouse vous saura gré de l'avoir sauvée, si vous plaidez sa cause devant le duc Pier-Luigi et en écrivez au Pape, en les assurant l'un et l'autre que tout notre désir, après avoir assez souffert, est de rentrer en grâce. »* (Frolliere) Rodolfo aurait encore fait valoir, au dire du chroniqueur, que Paul III ne pouvait désirer la ruine d'une des principales villes de son État.

A cet exposé, Orsini répond que son affection pour Rodolfo l'a incité à mettre tout en œuvre pour assurer le succès des négociations ; il compte qu'elles réussiront. Après les courtoisies d'usage, les deux gentilshommes regagnent leur poste respectif. On juge de l'intérêt avec lequel les Pérousins écoutent le récit de l'entrevue fait par Rodolfo lui-même ; toutefois, l'anxiété subsistera tant qu'il n'y aura pas de conclusion. Celle-ci ne tarde pas.

D'après le règlement définitif, Rodolfo ne doit plus séjourner à Pérouse, si ce n'est dans le délai nécessaire à la conclusion du traité ; il quittera alors la ville, en sûreté, avec ses troupes en bataille, enseignes déployées. Après quoi, Pier-Luigi entrera, suivi d'une garde personnelle italienne et sans nul Espagnol, sauf gens de qualité. Le logement des troupes ne sera pas imposé à discrétion ; le duc prendra possession de Pérouse au nom du Pape et la maintiendra dans l'état où elle se trouvait avant les hostilités. La sauvegarde des citoyens est assurée, ainsi que l'honneur des femmes et la conservation des biens ; trois jours sont accordés à ceux qui préféreront s'éloigner en emportant leurs richesses, à volonté. Pier-Luigi Farnèse et Girolamo Orsini garantissent sur l'honneur l'exécution de ces conditions inespérées (**3 juin 1540**). Étant donnée leur détresse, les Pérousins semblent donc échapper à bon compte au désastre ; malgré cela, ceux des Vingt-Cinq encore à leur poste se méfient ; ils ne sont pas les seuls à disparaître avec leurs familles et ce qu'il leur est possible d'emporter. Beaucoup vont se blottir à Florence, à Sienne, ailleurs encore, prévoyant les représailles. Bontempi est dur pour les membres de l'ancienne commission dirigeante, qu'il accuse d'avoir *« causé leur propre ruine et celle de Pérouse, en s'obstinant à refuser toute entente au sujet de l'impôt du sel, alors qu'on le pouvait sans dommage pour les citoyens. A vrai dire, ils ne se fiaient pas au Pape, mais n'en ont pas moins réussi à ruiner la ville. Dieu les a châtiés comme ils le méritaient. »*

Le 4 juin (**1540**), Rodolfo part à la tête de ses gens, 2.000 hommes environ, drapeaux au vent. Nombre de gentilshommes et de citoyens en profitent pour le suivre ; plusieurs familles disparurent ainsi pour toujours de Pérouse. C'est dire le peu de confiance inspirée par les exécuteurs de la convention. Farnèse n'attendait que l'éloignement du Baglioni pour faire son entrée ; il pénètre en ville dès le lendemain (**5 juin 1540**) avec 1.500 fanti et 300 cavaliers d'escorte. Ses capitaines semblent de fort mauvaise humeur, surtout Alessandro Vitelli, froissé de l'interdiction du pillage. Se souvient-on qu'autrefois Malatesta Baglioni sauvait la vie à ce condottier tombé aux mains de ses Pérousins ? Vitelli en a gardé rancune et combine une petite scène qui permettra aux pillards d'agir en toute sécurité. Son plan, qui fait le bonheur de quelques amis, est élémentaire : en pleine nuit, on criera « Baglioni ! Baglioni ! » et cet appel à l'indépendance justifiera le sac de la ville. Peu s'en fallut que le coup ne réussît. Mais Girolamo Orsini et l'un de ses collègues, en ayant été informés par hasard, avisent Pier-Luigi, lequel fait immédiatement comparaître Vitelli et lui enjoint de se tenir tranquille. Ainsi, l'amitié d'Orsini pour Rodolfo, non moins que l'engagement de sa parole qu'il prétendait faire respecter, épargnèrent à Pérouse les premières conséquences de la défaite. Vitelli se rattrape par quelques « grattages » de second ordre ; il réclame, au nom des bombardiers, la grosse cloche de la ville, comme butin de guerre. Sur un nouveau refus du duc, le tenace quémendeur prétend s'approprier l'une des belles appliques en fer forgé qui servent pour éclairer la façade du Palais Communal, et cette fois, Pier-Luigi, excédé, autorise le rapt pour avoir la paix.

*
* *

Tout de suite commence l'application de sévères mesures aux dépens des Pérousins ; la teneur des divers décrets publiés fixe les contribuables. Ils devaient s'y attendre. En effet, ceux qui avaient voulu faire du zèle en se rendant à la rencontre de Farnèse, recevaient contre-ordre à moitié chemin, non sans pourparlers désobligeants. *« Après un gouvernement, tempéré ci bienveillant, de deux cent trente-sept ans, l'assemblée des Prieurs, si intimement mêlée à toutes les gloires locales et italiennes, voit ses membres regagner lamentablement leurs demeures, sans un salut du peuple, sans un adieu amical. »* Ainsi gémit Bonazzi, qui constatait naguère combien, en nombre de cas, ces Prieurs agissaient sous l'impulsion des Baglioni ; c'est faire bon marché des misères attribuées à ces mêmes princes et dont l'historien se constitue l'écho vengeur.

Bien entendu, la suppression des Prieurs ne suffit pas ; les Vingt-Cinq sont déclarés rebelles, les armes et l'artillerie tombent sous la saisie. De fait, la plupart des canons appartenaient au Pape, qui rentrait ainsi dans son bien. L'interdit est levé (**12 juin 1540**) ; mais Pérouse ne perd pas moins son gouvernement

particulier et la jouissance des territoires de son État : 700 Allemands sont appelés pour sa garde. Est-il besoin d'ajouter que l'impôt du sel, cause initiale du conflit, est accepté sans difficulté ?

Pier-Luigi Farnèse s'en va ensuite, laissant comme lieutenant-général, avec pouvoirs étendus, l'évêque de Casale Bernardino Castellario, connu sous le surnom de Mgr de la Barbe. C'est la continuation des mesures de répression ; les lourdes chaînes barrant les rues pendant la nuit sont enlevées (elles revenaient à 20.000 écus d'or) ; les portes, sauf les cinq principales, vont être murées. Tout cela n'est rien encore ; quand Pier-Luigi reparait, après une courte absence, il annonce le projet d'une vaste construction sur l'emplacement même « où la fière race des Baglioni avait fixé son nid ». (M. Symonds) Ce sera la forteresse Paolina. En attendant leur démolition, les palais sont occupés, en partie, par Ottavio, duc de Camerino, avec sa cavalerie ; ce condottier va recevoir le commandement d'un millier de fanti.

Le 28 juin 1540, la première pierre de la forteresse est posée ; rapidement s'effondrent, avec les murs des palais Baglioni, les derniers remparts de l'autonomie. « Au lieu des anciens Seigneurs » qui la représentaient, « on ne voit plus qu'un Magistrat appelé : Conservateur de l'obéissance à l'Église ». (Ferrari) Ainsi disparaissent à jamais les fresques splendides dont Braccio et ses descendants avaient fait décorer les salles de leurs demeures, à la grande admiration des citoyens^{270/1}. Les plans de l'architecte Antonio San Gallo entraînent encore la disparition de nombreux immeubles, dont certains laissent de vifs regrets : la « Sapienza nuova » entre autres. Des églises, des monastères, 500 maisons sont emportés dans le cyclone, et l'amas de leurs décombres se transforme, à grands frais, en constructions rébarbatives. Bien plus, de nombreuses tours, orgueil de la Cité et sérieux points d'observation, fournissent leurs matériaux. On convoque une multitude de gens de la province pour aider aux travaux. Mais la convention ?... elle ne paraît pas avoir été prise à la lettre...

Le duc Cosme de Médicis avait écrit aux ambassadeurs d'Espagne (13 juin 1540) qu'en raison de l'extrême pénurie dans laquelle se trouvaient les Pérousin, ceux-ci ne pouvaient espérer mieux ; il ajoutait que Paul III devait s'estimer heureux d'avoir clos l'incident sans trop de dommages. Cosme, qui l'a secondé pour apaiser les difficultés, pense être entré dans les vues de l'empereur ; à coup sûr la présence de Rodolfo vient d'épargner des conséquences dont le Pape n'aurait pas eu beaucoup plus à se louer que les rebelles. Cependant le seigneur de Florence prévoit les mesures que Paul III destine au fils de Malatesta ; déjà, le duc de Castro distribue les châteaux de l'exilé ; Cosme relève le fait et prétend ne pouvoir abandonner Rodolfo en pareille occurrence, tant il a constaté la droiture de ses intentions envers Charles-Quint et Pérouse. Que ne peut-on faire valoir ses services pour apaiser le Pape ?

Au fond, le Médicis n'était pas sans appréhensions personnelles. Il avait été informé, par une lettre du marquis d'Aghilara à Giovanni de Luna, que le Pontife possédait une cédula datée de Pérouse (28 mai 1540) et stipulant l'envoi d'une ambassade pérousine à l'empereur pour lui offrir la Commune, par l'entremise de Cosme en personne. Les Pérousin émettaient le vœu de voir Rodolfo Baglioni déclaré leur gouverneur, à charge d'un tribut de 15.000 ducats versés à Charles-Quint.

Stupéfait par une pareille nouvelle, le duc avait, sans difficulté, démontré la fausseté du document en question. Suivant Cosme, l'empereur ne pouvait oublier les paroles des ambassadeurs de Pérouse, ville qui ne s'était nullement réclamée du patronage impérial ; il ajoutait qu'en dépit des charges imposées par le suzerain, l'attachement des Pérousin au Saint-Siège était incontestable. Conclusion : l'histoire de la tutelle impériale est tout simplement une calomnie émanée d'ennemis personnels du prince florentin ; que l'empereur soit édifié sur sa bonne conduite, c'est l'essentiel.

Pareil exposé, si craintif en face du maître, montre bien les Médicis devenus ducs en même temps que fantoches dans les mains impériales.

Aux premiers jours de juillet (1540), les bandes espagnoles quittent le territoire pérousin pour gagner les Romagnes. A la place des Prieurs supprimés, vingt citoyens sont élus (quatre par Porte) pour un délai de deux mois, au cours desquels ils expédieront les affaires en tant que « Conservateurs de l'obéissance au Pontife ». Modestement vêtus de noir, ils ne reçoivent aucun traitement et se réunissent dans la salle de la Mercanzia. On devine que les Baglioni des principaux rameaux sont, avec soin, oubliés ; restent les sujets de second plan, comme Girolamo (fils d'Euliste), Baglioni de tout repos qui représente la porte du Soleil. Bientôt

270/1

En pénétrant dans la cour de la forteresse Paolina (démolie en 1848), on apercevait les casernes, à gauche du porche, la plus grande, construite, dit-on, sur l'emplacement des salles de Giovan-Paolo Baglioni. La Prefettura actuelle occupe le point principal de la forteresse. La promenade établie devant cette Prefettura (sur la haute terrasse), l'hôtel Brufani et divers immeubles, du côté de la Porte d'Ivoire, représentent une bonne partie de l'emplacement des palais Baglioni, contigus au principal. J. Burckhardt démontre, avec une certaine complaisance, l'impossibilité d'en finir avec les seigneurs de Pérouse, même en démolissant leurs demeures à deux reprises et en pavant « les rues avec les miles qui les recouvraient ». Ces procédés seraient faciles à signaler ailleurs, à Bologne par exemple ; on apprécierait le résultat. Mais, en ce qui concerne les Baglioni, la réalité justifie quelque peu la légende ; seulement il faut s'entendre. Quand les immeubles en question furent rasés la première fois (1394), la faction des Michelotti donnait le branle avec d'autant plus d'ardeur qu'elle n'était rentrée à Pérouse qu'en vertu d'une pacification acceptée par les Baglioni, sur demande expresse de Boniface IX. La seconde démolition est la conséquence de la part prise par Rodolfo à la défense de sa patrie ; la Liberté communale croulait du même coup. Tels sont les faits. Les soupçonne-t-on, d'après le texte de Burckhardt, qui ne montre nullement la population contrainte de participer à la destruction de ces palais en 1540 ? S'il ne souffle pas mot des regrets manifestés par de nombreux Pérousin pour le gouvernement de Baglioni, le cas ne s'en est pas moins présenté, et certains détracteurs de ces princes osent être moins discrets que Burckhardt.

ces Conservateurs sont réduits de moitié, vu le peu d'importance de leurs délibérations. Finalement, Pérouse dut envoyer vingt-cinq ambassadeurs au Pape pour implorer son pardon, et parmi eux se retrouve Girolamo Baglioni. Paul III accueille la délégation avec bienveillance et se rend à ses sollicitations.

C'est maintenant au tour des ex-Vingt-Cinq d'apprendre la démolition de leurs maisons (15 août 1540) ; à eux d'encourir l'exil et la déclaration de rébellion. Mais l'application des conventions vient d'être telle, qu'on ne s'étonne plus. Suivant Bonazzi^{272/1}, la population avait vu les Espagnols pénétrer en ville à volonté, ce qui justifiait la fuite des femmes épeurées ; les récoltes ont paru si menacées, que nombre de pauvres gens se sont résignés à rentrer leurs propres grains avant maturité, afin de les battre chez eux. Quand, sous les plus graves sanctions, écrit Maltempi, les citoyens reçurent l'ordre d'aller détruire les immeubles des Vingt-Cinq, l'exécution fut particulièrement pénible à certains démolisseurs parents ou amis des propriétaires. Enfin, la forteresse s'élève, le branle est donné et chacun s'y soumet, de gré ou de force. Les injonctions sont sérieuses ; les pauvres doivent contribuer aux frais en transportant les matériaux, et vivement, car les bâtons des Allemands caressent l'échine des retardataires. Alors reviennent en mémoire les paroles de Malatesta mourant : « *quand je ne serai plus là...* »

Circonstance à noter, une autre guerre « du sel » éclata sous le même pontificat et aux dépens d'Ascanio Colonna, qui naguère refusait de secourir Pérouse. Ce dernier dut reconnaître, sans surprise, dans

^{272/1} 1. Les raisonnements de Bonazzi, au sujet de la guerre du sel, sont assez spécieux. Embarrassé par les appels réitérés des Pérousins aux Baglioni, appels en si formelle contradiction avec sa thèse, il prend sa revanche à grand renfort d'insinuations. Rodolfo n'a pu partir sans licence de Cosme de Médicis qui, dépendant de l'empereur, voulut au moins un engagement donné par le capitaine, de ne rien tenter contre Charles-Quint. Il fallait promettre ou rester. Bonazzi n'ignore pas l'alternative, mais objecte aussitôt que le Pape et l'empereur étant alliés, Rodolfo se soumettait au premier, en s'engageant à respecter le second. Pourtant, les deux alliés pouvaient se trouver en contradiction sur tel point de la politique ? Les Pérousins le comprenaient ainsi, puisqu'après avoir en vain exposé leurs revendications à Paul III, ils députaient à Charles-Quint une ambassade pour implorer son secours. Si l'empereur et le Pontife ne faisaient qu'un, à quoi bon cette démarche dont Bonazzi relève lui-même les péripéties ? les délégués n'ayant rencontré qu'à Anvers un potentat si occupé (p. 181). Passons au prétendu désir de Rodolfo de conserver, avant tout ses propres fiefs, ce qui l'incitait à presser la conclusion de la paix. Bonazzi a dû reconnaître les bons rapports qui existaient entre Paul III et Rodolfo, lors de la déclaration de guerre des Pérousins. A ce moment Rodolfo avait un bon moyen de sauvegarder son patrimoine : l'abstention, quitte à souhaiter bonne chance à ceux qui venaient l'implorer. Son départ pour Pérouse le vouait à tous les risques, et Bonazzi, incapable de supposer à Rodolfo plus de dévouement pour sa patrie que d'attachement à ses biens personnels, se borne à constater l'absence des capitaines pérousins restés prudemment sur la réserve. Quelques-uns pensaient aux Bonazzi à venir... — Notre homme relate seulement, dans cette campagne pitoyable (et pour cause), la seule affaire de Monte-Luce, parce qu'elle fut engagée sans l'assentiment de Rodolfo ; elle reste toutefois insignifiante. Bonazzi n'en devait pas douter d'après les récits des auteurs qu'il cite : Bontempi, Froliere, etc. Mais l'essentiel était d'accuser Rodolfo de trahison. L'auteur oublie même ses propres réflexions au sujet de Florence (1529-30) ; il dénonçait alors l'incapacité des historiens civils pour traiter des choses de la guerre. A l'entendre, Rodolfo a négligé les assiégés de Torgiano et n'a pas enrayé le pillage du territoire ; il devait aborder l'ennemi à Ponte San Giovanni, etc. Bref, avec 2.000 mercenaires, mal payés au point d'être en plein désordre ; avec des milices sans consistance, il fallait culbuter en rase campagne les 12.000 Pontificaux. On devine le résultat. Rodolfo est, du reste, non moins coupable de s'être évertué à la mise en état des fortifications (p. 187). Qu'importe si la disproportion entre assiégés et assiégeants contraignait les premiers aux escarmouches, sous les murs réparés le mieux possible ? Au fond, Bonazzi se rend compte de la situation et ne peut regretter que le désastre n'ait pas été aveuglément précipité. Mais le parti pris le domine, et après la question des remparts vient celle des ressources : Rodolfo « feignit » d'avoir été trompé sur leur pénurie ; du moins, Bonazzi le prétend. Certes, le capitaine avait assez prévu et annoncé que Pérouse devrait surtout compter sur les négociations ; en eût-il douté, que les instances de sa mère et du fidèle Vecchia l'auraient fixé. Mais la pénurie a des degrés ; ce fut sur son étendue que les Vingt-Cinq trompèrent Rodolfo pour l'attirer. Convaincus des éventualités désastreuses qu'entraînait l'emballement, ils n'ont vu qu'un Baglioni en mesure d'y remédier. Intervenir dans une cause en détresse et connue comme telle, exige plus d'abnégation que la perspective (même fort mince) d'un succès ou d'un bénéfice. Bonazzi pourrait se pénétrer de cette vérité au lieu de supputer à quel point Rodolfo fut gêné par l'enthousiasme des Pérousins (p. 185). S'il y eut gêne dans l'esprit du jeune chef, ce ne put être qu'en constatant l'irréflexion du peuple qui rendrait plus amères les désillusions. Rodolfo prévoyait les résultats, moins nettement que les Vingt-Cinq trop bien renseignés, mais il en savait assez pour deviner l'issue du conflit. Cruelle ironie, continue Bonazzi, si, pour éviter une reddition à discrétion Rodolfo n'est venu qu'en médiateur et non en libérateur ; il voulait satisfaire le Pape et non Pérouse ; il craignait seulement pour ses fiefs (p. 190). Inutile de revenir sur cette affaire des fiefs que Rodolfo pouvait si facilement résoudre en se tenant coi. Si la reddition de la ville ne fut pas à discrétion, à quelle circonstance est dû le fait ? Bonazzi le sait parfaitement ; c'est à la seule présence de Rodolfo, lequel est innocent des événements qui renièrent l'accord accepté ; l'auteur n'ignore pas davantage les idées des Vingt-Cinq sur le rôle de médiateur réservé à Rodolfo. Aucune autre attitude n'était possible ; on le constate d'après les récits contemporains. C'est même comme « médiateur » que le fils de Malatesta fut invité avec tant d'insistances. — Rodolfo conduisit des soldats, à ses frais, au secours de ses concitoyens ; détail qui lui mériterait autre chose que des invectives. Malgré cela Bonazzi, sans accuser le capitaine d'agir de connivence avec Paul III et Cosme de Médicis, laisse soigneusement supposer le procédé. Que Rodolfo ait rendu service à l'Église en arrêtant les progrès de l'incendie, parce qu'on est tristement vainqueur sur ses propres terres, c'est certain. Mais Pérouse n'aurait rien gagné à l'écrasement final, et en le lui épargnant, servait-on moins ses intérêts ? Après ses périphrases, Bonazzi passe rapidement sur les sanctions encourues par le fils de Malatesta, sur la saisie de ses fiefs et la démolition de son palais, sans nulle indemnité (alors que Braccio Baglioni touchait un dédommagement) ; en somme, l'écrivain devrait conclure que le crime de Rodolfo fut d'avoir tenu parole en marchant, sans illusions, au secours des Pérousins. Ne comptons pas sur un tel aveu ; Bonazzi, contraint de reconnaître le courage de Rodolfo (prouvé jusqu'à la mort devant l'ennemi), remarquera que cette « *valeur, au service des autres, et non pour sa patrie* », lui valut, dans la suite, de recouvrer ses biens...

l'état-major des troupes papales, quelques-uns des capitaines qui venaient de commander les Pérousins abandonnés.

Au cours de l'année qui suivit la reddition de Pérouse, Paul III juge opportun d'y paraître (**sept. 1541**), et son lieutenant général, Mgr de la Barbe, organise l'enthousiasme. Vainement les docteurs et les notables tentent de regagner à la Commune ses anciens honneurs ; Bonazzi prétend que, si Paul III concède ceci, il établit cela, si bien qu'au total les citoyens y perdent. Ascanio Parisani, leur nouveau gouverneur (**20 mars 1542**), n'est pas plus apprécié que son prédécesseur, et sa famille laisse en ville de regrettables souvenirs. Maintenant la forteresse Paolina est terminée ; reste à l'armer. Paul III, de nouveau l'hôte des Pérousins, se montre satisfait, sans que les libertés locales bénéficient, dit-on, de ses témoignages de bienveillance. Au cours des trois années suivantes (1543-1545), le Pontife réparait à trois reprises en ville ; il y est encore signalé en 1547. Les travaux entrepris dans la cité n'ont pas cessé de l'intéresser ; voilà sa forteresse absolument en état. Quelle eût été la surprise de Paul III si, une révélation de l'avenir lui avait montré la foule en délire battant les murs édifiés à tant de frais, pendant qu'au sommet de la citadelle, le gonfalonier Benedetto Baglioni donne le premier coup de pioche, signal de la destruction (1848). Singulière ironie des événements politiques !

En attendant les représailles futures, le nouveau légat cardinal Crispo (**14 avr. 1545**) met du baume sur les plaies de ses administrés, en laissant certains vestiges de l'indépendance reparaître dans le gouvernement.

Les citoyens ne perdent pas de vue Rodolfo Baglioni, qui continue à se signaler, l'épée à la main ; on l'a vu à Volterre, où l'envoya le duc Cosme de Médicis (**1543**). Peu de temps après, une estafette apprenait aux Pérousins (**18 avr. 1544**) qu'une importante bataille venait de se disputer, quatre jours auparavant, entre Impériaux et Français. Les premiers ont été battus, non sans pertes sérieuses et, de leur côté, le marquis du Guast est parmi les blessés, ainsi que Rodolfo qui a fait preuve de son habituelle valeur. Il s'agit de la journée de Cérissoles. Cosme, à titre d'allié de l'empereur, avait envoyé « *un beau secours de huit cens chevaux, conduitz par ce brave Astolfe (Rodolfo) Baillon au marquis del Gouast* ». (*Brantôme*) Au début de l'action, les Impériaux parurent l'emporter ; mais le comte d'Enghien, lançant sa cavalerie, rétablit les chances en faveur des Français. « *Les premiers des ennemis que nous vîmes entrer dans la plaine, venant de vers nous, ce furent les 7.000 Italiens que le prince de Salerne conduisait, et à leurs côtés 300 lanciers commandés par Rodolphe Baillon qui étaient au duc de Florence.* » (*Montluc*) Christiano Pagni, délégué de Cosme, transmet à son maître les péripéties de la bataille : Rodolfo ayant aperçu un escadron de gens d'armes français, lancés pour entourer les troupes allemandes, s'est jeté résolument à sa rencontre. Il n'avait que 150 cavaliers à opposer aux 400 ennemis, mais le secours des Allemands lui paraissait acquis ; c'était une erreur. Pourtant, malgré la défection de ces gens, Rodolfo faillit, par la violence de son choc, rebuter les cavaliers français et prit leur chef, M. de Termes. On assurait alors que, sans l'intervention de Baglioni, les gens d'armes ennemis auraient aisément pu s'emparer du marquis du Guast. Ce dernier, voyant la débâcle des Allemands, profita des efforts de Rodolfo pour gagner Asti ; une fois à l'abri, il atténua de son mieux les responsabilités, dissimulant les fautes manifestes de certains et tâchant de ne prendre personne à partie. Ce sont les expressions de P. Giovio. Suivant cet auteur, le marquis se plaignait surtout de la Fortune et « *donnait souveraine louenge à Baglion qu'il disoit, le testifiant aussi le seigneur de Termes, avoir presque seul excellemment satisfait en faisant très vaillant devoir au prince Cosme duquel il estoit envoié et à la renommée de ses pères et ayeulx* ». En somme, l'opinion fut que si toute la cavalerie avait donné, la victoire serait restée aux Impériaux. Rodolfo, ayant eu son cheval tué sous lui, s'était empressé d'enfourcher la monture d'un de ses hommes ; on reconnut que l'ascendant exercé par ce chef sur ses soldats égalait celui dont avaient joui son père, son oncle ou son grand-père. Rodolfo n'hésitait pas, le cas échéant, à fonder la hallebarde en main. Il avait vu, autour de lui, tous ses cavaliers tués ou faits prisonniers, lui-même tombait sérieusement atteint ; à cette façon de batailler, Malatesta, le blessé de Ravenne, eût reconnu son fils. Nombre de braves, qui entouraient celui-ci, n'ont été frappés ou pris que pour n'avoir pas voulu abandonner leur capitaine.

Christiano Pagni va voir Rodolfo, que l'on avait transporté à Alexandrie pour panser ses blessures. La fièvre affaiblit le jeune seigneur ; mais, sitôt rétabli, il devra (suivant les prescriptions de Cosme, transmises par Pagni) conduire en Toscane les débris de la cavalerie ; le ralliement des hommes s'opérera par ses soins, de concert avec le marquis du Guast et Domenico Ottavanti. Peu après, Cosme envoie un renfort de 2.000 soldats à du Guast, désormais en mesure de prendre l'offensive avec l'appoint de quelques renforts fournis par l'empereur. Le marquis se montre enchanté d'avoir avec lui Rodolfo, qui commande le contingent envoyé par Cosme ; « *il mérite vraiment cette distinction, dit-il, qu'il doit à sa valeur personnelle et à ses capacités.* » La victoire de Cérissoles allait être d'un mince bénéfice pour les Français, privés de ressources financières. De leur côté, les Impériaux occupaient de solides places, mais leur discipline n'était pas brillante ; quand Pierre Strozzi eut passé le Pô, le désordre et la désertion décimèrent ses gens qui murmuraient contre du Guast. A ce moment, Rodolfo est à Stradella avec sa cavalerie et ses fanti ; il y a rejoint le prince de Salerne et ses gens de pied. Une sédition éclate parmi les auxiliaires envoyés par Cosme ; impossible au prince de Salerne, à Rodolfo ou aux autres capitaines, de leur faire entendre raison ; les insultes pleuvent à l'adresse des chefs, voire même du duc de Médicis. Rodolfo ne cache pas que de fortes sanctions sont nécessaires : officiers et soldats mutins dépendent de Cosme, lequel pourra, en temps voulu, retrouver et punir les meneurs. D'ici là, on ne s'étonnera pas qu'en ce même mois de juin (**1544**) Pierre Strozzi et le comte de Pitigliano subissent un échec entre Novi et Serravalle, malgré la vigoureuse attitude de Rodolfo. Peu s'en faut que ce dernier ne soit fait prisonnier ; c'est à lui toutefois qu'il appartient de présenter huit enseignes au duc de Toscane.

Néanmoins, si l'armée du marquis du Guast clabauda sans cesse, les Français n'en profitent pas, obligés qu'ils sont de repasser les Alpes pour courir au plus pressé, sur un autre point de leurs frontières ; du Guast peut garder simplement la défensive jusqu'à la fin des hostilités, échappant ainsi à la déroute probable.

Rodolfo a dirigé sur Milan l'infanterie florentine (1544) ; passant ensuite par Ratisbonne pour conduire à Charles-Quint la cavalerie de Cosme, il y est tombé malade. C'est sa façon de prendre quelque repos. Guéri, il va combattre les protestants aux bords du Danube (1547) et, sous l'étendard impérial, retrouve ses cousins (les fils de Gentile) : Astorre et Adriano Baglioni. De nombreux capitaines italiens sont cités parmi leurs compagnons d'armes. Après la défaite des hérétiques et l'emprisonnement du duc de Saxe, le légat regagne l'Italie accompagné des trois Baglioni. Rodolfo, qui a reçu de l'empereur d'honorables distinctions, reparaît à Florence (24 fév.), où le bâton de capitaine-général de la cavalerie ducale lui est remis, avec 800 ducats de majoration de solde.

*
* *

Cependant, par suite du décès de Paul III, Rodolfo voudrait profiter de la vacance du trône pontifical pour se rapprocher des Pérousin (1549). Il eût même (suivant de Thou) « *pris les armes pour soutenir ses droits et se fût jeté sur le territoire de Pérouse, si le duc de Florence, qui lui avait donné le commandement des troupes auxiliaires envoyées deux ans auparavant à l'empereur, ne l'eût détourné de ce dessein et ne lui eût persuadé d'attendre un temps plus favorable* ». Evidemment, Cosme appréhendait quelque esclandre dans son voisinage. Sur ces entrefaites, la nomination de Jules III (1550) va améliorer la situation des Baglioni et de Pérouse ; le nouveau Pontife, proche parent des della Corgna, écoute Ascanio della Corgna (marié à Giovanna Baglioni), l'ami et le frère d'armes de Rodolfo. Ce dernier se voit bientôt restituer ses fiefs, mesure bienveillante que justifie son attitude dans la campagne de Parme et de Plaisance, aux dépens des Farnèse. Rodolfo s'étant distingué parmi les condottiers pérousin qui enlevèrent à l'un d'eux, Orazio, le duché de Castro, c'est lui que choisit le Pape pour occuper militairement, comme capitaine-général, le territoire reconquis. De tels services mettaient bien en cour le fils de Malatesta ; le bref pontifical qui lui restitue ses biens date du 16 octobre 1551. Ensuite les troupes impériales et pontificales agissent de concert, pour chasser de Lombardie Ottavio Farnèse que secondent Astorre et Adriano Baglioni.

Les Pérousin ne tardent pas à revoir Rodolfo (10 nov. 1551), auquel le Saint-Siège ne ménage pas ses bonnes grâces, au moins provisoirement^{275/1}. Le général trouvera-t-il ses compatriotes plus heureux qu'au temps de ses pères ? Nullement, prétend Bonazzi, qui estime l'influence des della Corgna (alors en faveur près du Pape) plus préjudiciable à Pérouse que celle des Baglioni indépendants. On sent, dans l'amertume de cette remarque, comme un regret à l'adresse des anciens seigneurs et, de la part de leur détracteur, cette émotion est assez inattendue.

Bref, Jules III ayant amnistié tous les Baglioni, Braccio et deux de ses fils, Grifone et Carlo, rentrent en ville (24 fév. 1552). Cette même année, Rodolfo pourvoit au gouvernement de ses « états » en confiant leur administration à son oncle Mgr Leone Baglioni (7 sept. 1552)^{275/2}. Pérouse reprend haleine ; une partie de ses anciennes franchises lui ont été restituées et le Pape, en rétablissant les Prieurs, méritera la statue que vont lui élever, près de la Cathédrale, les citoyens reconnaissants.

*
* *

L'intérêt du moment, en Italie, se concentre sur Sienne, qui lutte héroïquement pour son Indépendance contre l'empereur, en se réclamant de la France (1552). On vit alors ce dont était capable une de ces petites républiques, dès que ses alliés la soutenaient au lieu de la trahir. Florence, puis Pérouse, n'avaient cédé que dans des conditions trop désavantageuses ; ces cités n'étaient pas inférieures à Sienne, vaincue jadis par Pérouse et entraînée dans son orbite. Cette fois, grâce à l'appui réel du Roi de France, l'élan des Siennois va s'affirmer fièrement devant l'ennemi le plus redoutable.

Les motifs de la guerre remontaient au siège de Florence (1529-30) : Sienne, cédant alors à de vieilles rancunes, s'était rangée du côté impérial. Elle s'aperçut, après la capitulation des Florentins, qu'elle serait désormais à la merci de Charles-Quint, lequel se chargea d'apaiser les dissensions des Siennois, sous prétexte de parer à l'influence française. Bientôt une garnison impériale, sous les ordres de Don Diègue Hurtado de Mendoza, vint renforcer les troupes dont l'empereur disposait en ville. Mendoza n'était pas tendre et, par surcroît, se lança dans la construction d'une forteresse dont le but ne pouvait se dissimuler. De plus en plus écrasés, les citoyens complotent avec les Farnèse et le parti français ; le comte de Pitigliano et Adriano Baglioni sont introduits dans la place. On se monte la tête, et comme les Siennois comptaient quelques amitiés dans le voisinage (à Pérouse, notamment), ils trouvaient là de sérieux points d'appui. Assurée du concours d'importants personnages parmi les Farnèse, les Orsini et les Baglioni, Sienne, se soulève, chasse la garnison espagnole (1552) et ne croit plus avoir qu'à fêter ce succès en démolissant la forteresse de Mendoza.

^{275/1} La restitution des biens ne paraît pas avoir été faite de bon gré à Rodolfo, car, quelque temps après, l'archevêque de Rossano, gouverneur de Pérouse, remettait de nouveau ces fiefs sous l'autorité ecclésiastique. (v. Pellini, III, chap. VIII.)

^{275/2} Le document, daté de Straggia 7 septembre 1552, est signé : Rodolfo Baglioni, et au-dessous Antonio Romeo secret°. Il se termine ainsi : « En foi de quoi nous avons signé la présente de notre main et l'avons scellée de notre grand sceau habituel. » (v. aux notes. II^e Partie ; Sect. VI. — G. Bianconi.)

Hélas, Charles-Quint prend mal l'événement ; occupé au siège de Metz, il dépêche Pierre de Tolède pour rétablir ses affaires dans le Siennois. Ce capitaine marche avec son fils, don Garcia, à la tête de 12.000 hommes, pendant que Ferrante de Gonzague expédie, par mer, d'autres renforts. Qui plus est, Jacques de Mendoza avait obtenu licence du Pape de lever des troupes sur les terres de l'Église.

C'est ainsi qu'Ascanio della Corgna, acceptant la solde impériale, accompagne Mendoza à Pérouse, puis enrôle 3.000 fanti d'élite et d'autres contingents. Question de surenchère ; ainsi, grâce aux habitudes militaires du temps, La Corgna, qui aurait aussi bien soutenu la cause siennoise, va combattre son parent et ami Adriano Baglioni, fidèle au parti français. Adriano lui-même se trouve, du même coup, opposé à son cousin Rodolfo Baglioni, qui guerroyait du côté impérial adopté, bien entendu, par son prince : Cosme de Médicis.

Celui-ci, convoitant le territoire siennois, avait attendu le prétexte, qui peut toujours facilement se découvrir. Quand les troupes de Charles-Quint devinrent menaçantes, les magistrats de Sienne s'adressèrent au Roi de France et, dans leurs engagements avec lui, omirent de mentionner le duc de Toscane. Cosme, sous l'impression de cette maladresse, saisit l'occasion de travailler ouvertement à ses intérêts et poste son capitaine-général, Rodolfo Baglioni, sur la frontière siennoise, prêt à donner la main aux Espagnols. Vainement le Pape propose son arbitrage. Les Siennois, résolus à se défendre, présumant que leur territoire va être envahi par La Corgna du côté de Chiusi ; ils envoient donc Adriano Baglioni à Monticelli, où ce capitaine s'illustre par une résistance sur laquelle j'aurai à revenir. Cependant Henri II avait fait munir de garnison, non seulement cette petite place, mais Chiusi. Grosseto, Portercole et autres lieux ; sans compter Sienne. M. de Termes commandait les Français, pendant qu'au nom de leur souverain, le cardinal de Ferrare gouvernait la République. Par ailleurs, Pierre Strozzi, ennemi des Médicis, et son frère, le prieur Leone, étaient envoyés, le premier à la tête d'un corps français, le second par mer, avec des renforts d'élite.

C'est alors que Cosme entre en scène par l'intermédiaire de Rodolfo, dont le commandement est étendu, en plus de la cavalerie ducale, aux milices de Cortone, d'Arezzo, de Montepulciano et du Val d'Arno. Baglioni franchit la frontière siennoise et rejoint le marquis de Marignan. De nombreux Pérousins figurent dans l'un et l'autre des partis ; ils sont toutefois en minorité du côté français où s'enrôlèrent les Ranieri, Signorelli et Graziani, avec Adriano et Grifone Baglioni. Sous l'étendard impérial, les La Corgna, La Penna, La Staffa et Selvaggi comptent beaucoup de compatriotes auxquels s'ajoutent les Ciatti et Alamanni servant, sous les ordres de Rodolfo, dans le contingent ducal qui va se mettre en relief.

Au cours de cette campagne, Rodolfo est signalé à Pise, puis à Volterre comme commandant de place ; il paraît à Staggia, puis à Montepulciano, sans cesse aux prises avec les Siennois de plus en plus éprouvés. Le marquis de Marignan le charge de prendre la petite ville d'Ajuola, où le capitaine Mino résiste malgré les renforts d'artillerie fournis à Rodolfo par Marignan. L'intervention du marquis lui-même est nécessaire pour enlever la ville ; Mino se rend à discrétion à Rodolfo. Malheureusement, le marquis de Marignan ternit son succès par d'impitoyables pendants qui n'épargnent ni le brave Mino, ni Paolo Credi, son lieutenant ; après quoi, les troupes de Rodolfo prennent leur part au pillage d'Ajuola. Ces cruautés étaient voulues ; Marignan prétendait traiter de même « *quiconque attendrait, dans une citadelle, un coup de canon* ». Il tint parole, et le patriotisme siennois fut ainsi poussé au désespoir. Sorti de Foiano, Rodolfo marche sur le territoire de Lucignano, et prend part au combat, perdu sur ce point, par le capitaine des Franco-Siennois (**2 juil. [alias 2 août] 1554**). En effet, Marignan « *donna bataille à Monsieur de Strozze et la gagna et le deffit, autant par sa prudence et valeur, que des siens et bons capitaines qu'il avait avec lui, comme Astolfe Baillon, aucuns disent Rodolphe* ». (Brantôme)

C'est après cette déroute que le brave Montluc, envoyé par Henri III sur la demande de Strozzi, et nommé lieutenant royal à Sienne, passe du second plan au premier. Il montre, dans ses *Mémoires*, combien la valeur de ceux qu'il est venu secourir l'a favorablement impressionné.

Pendant que les Impériaux signalent leur passage par des ruines et des pilleries, Pérouse suit encore les gestes de Rodolfo qu'elle nomme chef de ses Prieurs, ainsi qu'Ascanio della Corgna, au cours de l'année 1553^{277/1}.

Sur ces entrefaites, Marignan échoue dans une première tentative contre Sienne. Alors Cosme de Médicis, levant de nouvelles troupes, en donne le commandement à La Corgna, ce qui accroît l'émulation entre ce capitaine et son parent Rodolfo Baglioni ; ce dernier ne laisse pas échapper une occasion de payer de sa personne. Un gros de fourrageurs du marquis de Marignan s'étant heurté à de l'infanterie française, soutenue par quelques cavaliers sous Cecco Signorelli, les Impériaux sont culbutés. Ils semblent en fort mauvais cas, y compris Pepoli leur capitaine, quand survient Rodolfo, qui dégage et tire d'affaire ses compagnons d'armes. Mais le dénouement est proche ; le capitaine-général se présente, avec Ascanio della Corgna, sous les murs de Chiusi (**1554**) où ce dernier a pratiqué quelques intelligences. Ascanio compte se saisir par ce moyen de la forteresse, sans grande difficulté, tant il se fie à un certain Santaccio, le principal « négociateur ». Par un singulier pressentiment, Rodolfo, qui ne partage pas la manière de voir de son collègue, s'efforce de le mettre en garde ; mais Ascanio reste convaincu. Alors Santaccio le trahit. Loin de voir réussir leur coup de main, les deux chefs tombent dans une embuscade et se débattent en désespérés

277/1

Le 26 mai 1553, Rodolfo promet à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem de répondre de l'emploi de divers fonds, en qualité d'« Administrateur de la Commanderie de Saint-Jacques » à Campo Cerbolini (Florence).

contre les forces de Pierre Strozzi. A peine Rodolfo venait-il d'arrêter son cheval sur une éminence, qu'un coup d'arquebuse, tiré de bas en haut, l'atteint sous l'oreille gauche ; sans proférer un mot, le général s'affaisse dans les bras d'un de ses hommes, Gioachino Ciatti, et meurt quelques instants après. « *C'était, de sa nature, un hardi batailleur, ne prenant nulle précaution pour sa propre sauvegarde en dépit des plus grands dangers. Non content de lutter, il exhortait encore ceux qui l'entouraient, pour leur remonter le moral.* » (G. B. Adriani) Rodolfo avait 36 ans. Asciano della Corgna est fait prisonnier avec de nombreux officiers, au milieu de la débâcle ; ses hommes et ceux de Rodolfo sont tués, capturés ou mis en fuite (**23 mars 1554**).

Ainsi tombe, en face de l'ennemi, le fils de Malatesta Baglioni, après avoir prouvé, par son énergie et sa valeur, de quel appoint eût été sa présence parmi les Pérousiens, si ces derniers avaient été en mesure de soutenir leurs prétentions. Un an après la mort de Rodolfo, Sienne épuisée se rendait au marquis de Marignan (**17 *alias* 21 avr. 1555**).

Rodolfo ne laissait qu'un fils de deux ans, Giovan-Paolo ; mais sa veuve, Costanza Vitelli, accouchait peu après d'un second héritier, qui reçut le prénom de son père. Cosme de Médicis avait tenu à faire part lui-même de la mort du capitaine-général à la Commune de Bettona, en exhortant les vassaux des Baglioni à rester fidèles au petit Giovan-Paolo : les Prieurs de Bettona répondirent (**28 mars 1554**) en jurant de leur loyalisme. Nulle trace alors de difficultés exploitées plus tard à ce sujet ; c'est qu'il ne s'agira que de clabauderies. Avant de regagner Florence (en 1550), Rodolfo avait exilé de Bettona les membres influents de la famille Crispolti connus pour leur continuelle opposition à sa Maison ; le capitaine Carlo Crispolti s'était même chargé d'organiser un soulèvement prétendu populaire, et qui tourna mal pour les meneurs. Ceux-ci restèrent aux aguets, et l'on reconnaîtra leurs convoitises, quand les « vœux » de la population de Bettona seront mis en avant, contre les officiers de Baglioni.

(II)

A l'éphémère pontificat de Marcel II (**1555**) succède, la même année, l'élection de Paul IV, de la famille Caraffa. Le nouveau Pape avait trois neveux qui pensèrent profiter des circonstances ; sans tarder, le cardinal-neveu Caraffa s'occupe de Pérouse, et cette attention n'a rien de rassurant pour les intérêts des jeunes Baglioni. Costanza Vitelli, comme tutrice de ses fils mineurs, Giovan-Paolo et Rodolfo (posthume), a confié le gouvernement militaire de leurs fiefs à un parent, Simonetto Baglioni, chargé surtout de tenir en respect l'offensive continuelle des Crispolti, à Bettona. Ceux qui, naguère, pressaient imprudemment leurs menées, au temps de Rodolfo, songèrent à la revanche dès que le capitaine-général fut décédé ; contre une femme et de jeunes enfants, leurs attaques judicieusement menées pourraient aboutir.

« *Comme le soleil, après une journée orageuse et sombre, s'éclaire lentement, à travers les nuées chassées vers le couchant ; ainsi cette race Baglionesca, maintenant que les dernières trompettes se sont tues au sommet de ses châteaux élevés, que les bannières armoriées ont été amenées et que le rideau s'est baissé sur le dernier drame de ses Giovan-Paolo et de ses Malatesta, s'achemine sans éclat, pendant un siècle encore, au milieu des balbutiements du jeune âge, vers son propre épilogue...* » (Aless. Bellucci) La gent Crispolti, qu'enchantait cette perspective, devance l'heure en se démenant de toutes ses forces. Une première fois, le cardinal Caraffa charge le colonel Toralto de remettre Bettona sous la dépendance pontificale. Le fief était défendu par un vieux routier des bandes de Rodolfo, le capitaine Lucalberti, qui avait rappelé divers bannis ; attaqué par trop forte partie, celui-ci ne peut empêcher Toralto de pénétrer dans la place par stratagème, avec 3.000 fanti (**1557**). Bien entendu, le succès du coup de main dépendit surtout des Crispolti, comme le proclama avec complaisance le capitaine de ce nom. Seulement, les jeunes Baglioni trouvent un protecteur dans leur oncle et futur tuteur, le cardinal Vitellozzo Vitelli. Ce prélat, accompagné du cardinal Caraffa, vient à Pérouse, peu après les incidents ci-dessus, et présente au vice-légat un bref pontifical rendant Bettona à qui de droit. Grave dessous pour les Crispolti et contretemps préjudiciable à leur zèle. En effet, ces champions des intérêts ecclésiastiques tournent casaque dès qu'il leur faut céder le pouvoir ; leur meneur principal refuse obéissance au vice-légat, Fabio Mirto, évêque de Gaiazzo, qui le somme de restituer la place. Le Crispolti en question se raccroche à des arguties de mauvais aloi, prétendant détenir Bettona au nom du Pape par l'intermédiaire du seigneur Zorardo : à ce dernier seul appartient, dit-il, de lui notifier son changement. Il ne s'agissait que de gagner du temps, Crispolti ayant dépêché à Rome un délégué pour plaider sa cause.

Mais le vice-légat, homme de décision, charge Bino Signorelli de prendre Bettona, mesure rapidement exécutée par les 3.000 fanti du condottier ; les principaux magistrats du lieu sont arrêtés et conduits à Pérouse. Ces événements s'étaient déroulés sans intervention possible du Pape, faute d'informations, et, une fois encore, les Crispolti se trouvaient à la porte. Survient la nomination de Pie IV (**1559**), qui leur semble favorable à un nouvel effort ; ils s'agitent alors, et si bien que le Pape les écoute. Ayant réglé les litiges pendants entre les fils de Gentile Baglioni, Astorre et Adriano, et ceux de Rodolfo au sujet de la répartition des fiefs, Pie IV excepte Bettona de l'arrangement. Les Crispolti exultent et se félicitent des « *sinistre informazioni* » répandues par eux avec succès. Bonazzi, empressé à prendre leurs agissements pour les vœux du peuple contre les officiers des jeunes Baglioni, se réjouit de la solution qui respecte ces vœux, au détriment des seigneurs. Or, les Crispolti, dont le souci est de prendre la place d'autrui pour se payer de déboires antérieurs, courent au-devant de nouvelles déceptions.

Cosme de Médicis prend la défense des mineurs, fils de son ancien général ; il leur fait restituer et maintenir leur héritage. C'est sa façon de reconnaître les services rendus par Rodolfo. L'intervention ducale est de trop d'importance pour n'avoir pas d'effet immédiat : Pie IV confirme deux fiefs aux Baglioni (**22 déc. 1560**), et le cardinal Borromée annonce de Rome aux Pérousiens que Giovan-Paolo et son jeune frère ont recouvré Bettona (**lettre du 22 janv. 1561**). Costanza Vitelli, encore tutrice, veille aux intérêts de ses fils et remet en mains sûres le gouvernement et la direction militaire de leurs « États » (**lettres des 19 mars et 1^{er} mai 1561**). Quelques années après, Pie V se montrait favorable aux intérêts des Baglioni (**2 déc. 1566**) et, dans la suite, confirmait par bref (**5 juin 1570**) possessions et pouvoirs aux membres de leur famille ; Giovan-Paolo et Rodolfo sont désignés ensemble dans ce document.

Cette série d'incidents typiques au sujet de Bettona n'avait pas empêché les Baglioni d'occuper encore parmi les Pérousiens une situation privilégiée, vestige de leur souveraineté disparue. Ils ont été inscrits en tête du Conseil des Nobles (**1555**) ; on vit un Girolamo Baglioni chef des Prieurs, sous le pontificat de Pie IV, lequel a, du reste, montré sa sollicitude envers Pérouse en lui rendant certaines prérogatives. Il n'est plus question d'opposition de Baglioni dissidents, même avant que Braccio ait disparu de la scène politique. Après une vie aussi mouvementée que féconde en attaques contre sa famille, ce dernier s'était retiré dans son fief de Montalera, « *souverain solitaire de quelques talus* » (Bonazzi) ; il est décédé à Monte Colognola, le 6 novembre 1559. Loin de continuer ses menées, ses fils n'ont à cœur que la guerre contre les Turcs et les hérétiques ; ils servent Venise, la France et l'empire : l'un d'eux, Frederico, se fera tuer à Famagouste (1571) ; un autre, Grifone, après s'être signalé à Monticelli dans la guerre de Sienne (1553), combat vaillamment avec son frère Carlo, sous le duc de Guise, lors de la prise de Calais (1558). Carlo continue à guerroyer avec distinction, en Hongrie, contre les Turcs (1566), en France, contre les hérétiques (1567-68), enfin, à la bataille de Lépante (1571).

*
* *

Pendant que de hautes influences défendent leurs intérêts, les fils de Rodolfo grandissent et se disposent à imiter leurs devanciers. Dès son adolescence, Giovan-Paolo montre de particulières dispositions pour les armes. Condottier, lors de la campagne de Navarrino^{279/1}, il sert ensuite la Maison de Savoie, avec le titre de mestre-de-camp ; le duc de Savoie lui donne une condotta de 2.000 fanti et de 300 cavaliers. Revenu parmi les siens, Giovan-Paolo s'occupe de l'administration de son patrimoine ; une de ses lettres à son frère Rodolfo montre l'intention des deux Baglioni d'organiser, dans leurs fiefs, une solide milice d'infanterie. Par un curieux revirement du sort, le commandement en est confié au capitaine Giovan-Antonio des Oddi (**lettre de Cannara, 1^{er} fév. 1578**) : les anciennes rivalités sont loin. « *Par la présente, écrivent les fils de Rodolfo, nous l'élisons et le députons, suivant notre plaisir, comme capitaine et colonel (colondello) de notre État ; avec l'autorité, la juridiction, la prééminence, les prérogatives, honneurs, charges, grâces et privilèges accoutumés.* » C'est assez complet, et la confiance des Baglioni paraît d'autant plus sincère que la fonction octroyée donnait pouvoir sur les podestats, prieurs, massiers, conseillers, communes et sujets, des fiefs et localités relevant des Baglioni à titre féodal. Le capitaine en question commandait aussi les troupes levées sur ces territoires et tous les gens qui en dépendaient.

Pareille entente avec un des Oddi se complète par l'accord entre les deux branches dissidentes des Baglioni : celle de Giovan-Paolo Ier et celle de Gentile son cousin germain (autrement dit les branches de Bettona et de Spello). Représentées par Giovan-Paolo II et Rodolfo son frère d'une part, et de l'autre, par Astorre et Adriano fils de Gentile, elles n'ont plus aucun grief mutuel pour les diviser ; les compétitions d'autorité seraient sans objet. Quant aux questions en suspens, relatives au patrimoine familial, elles ont été réglées par la bienveillante intervention de Pie IV (**1560**). Plus tard, Giovan-Paolo scelle l'accord définitif en épousant Giulia, fille d'Adriano Baglioni (**1570**), et ce dernier, jouissant alors d'une grande situation, obtient de l'ambassadeur vénitien à Rome un engagement avantageux pour son gendre^{280/1}.

Giovan-Paolo, âgé de 56 ans, meurt en 1608 ; Pérouse lui fait de belles funérailles. Dans l'église Saint-Ange, on voit encore un grand tableau qui représente « *Ézéchiël ordonnant aux morts de ressusciter* », composition exécutée et peinte en une nuit, dit-on, à l'occasion de cette cérémonie.

Rodolfo (III), frère de Giovan-Paolo II et comme lui condottier, va guerroyer dans les Flandres ; il sert ensuite les Médicis, puis Grégoire XIV (**1590**) et Clément VIII (**1592**). On le retrouve en France, où il a reçu des emplois militaires en évidence « *rilevanti incarichi* » et de hautes récompenses. (G. Bianconi) Passé en Hongrie, il fait la campagne d'Erztergom (Gram ; ou, en Italien, Stregonia), quand Vincent de Gonzague amena des secours à l'empereur contre les Turcs (campagnes de 1595-97). De retour dans sa patrie, Rodolfo, souffrant et fatigué, meurt à Conegliano, au cours d'un déplacement ; il avait 42 ans.

La descendance des Seigneurs de Pérouse, représentée pendant trois générations par Giovan-Paolo Ier, Malatesta IV et son fils Rodolfo II, va s'éteindre avec les trois petits-fils de ce dernier, nés de Giovan-

^{279/1} Il doit y avoir là une faute d'impression dans Bianconi, s'il s'agit de Javarrino ou Raab en Hongrie ; Adriano II Baglioni jouissait alors d'un haut commandement dans l'armée impériale opposée aux Turcs sur ce point (1565), et Giovan-Paolo n'aurait eu que 13 ans, ce qui est peu pour un condottier. Toutefois, le service aux armées réclamait de bonne heure les fils de grandes familles, qui faisaient souvent acte de présence sans commandement effectif.

^{280/1} Une médaille attribuée à Jacopo da Trezzo fut frappée pour Giovan-Paolo, qui est représenté en buste, à droite, avec une cuirasse dont la forme rappelle l'un des modèles adoptés à la fin du XVI^e siècle. Les mots IO. PAVLVS... LIONE sont seuls lisibles en exergue (côté face). Les lettres B A G ont été ajoutées sur la partie fruste et détériorée. Il y a tout lieu de croire néanmoins qu'il s'agit bien d'un Baglioni. (Collection Valton. Paris)

Paolo II et de Giulia Baglioni. A partir de la prise de Pérouse par Pier-Luigi Farnèse (1540), l'autorité souveraine des Baglioni a disparu en même temps que l'autonomie communale. Toutefois, la famille des princes si longtemps prépondérants dans la cité ombrienne conservera jusqu'à la fin une situation quelque peu en rapport avec son passé, ses services et le relief des personnages qui illustrèrent son nom.

Malatesta V, l'aîné des fils de Giovan-Paolo II, se destinant au sacerdoce, aborde l'étude du droit jusqu'au grade de docteur, conquis à Padoue avec un brio exceptionnel. Remarqué pour ses talents précoces, il éveille l'attention de la Cour pontificale ; Clément VIII le distingue, Léon XI, dont Malatesta est le neveu, s'intéresse à son avenir et, vers 1605, le nomme Référendaire apostolique. Paul V n'a pas en moindre estime le jeune Baglioni et lui confie le gouvernement de quelques villes comme Forlì, Todi, Pícono, avant de le nommer à l'évêché de Pesaro (1612).

Dans ce poste, Mgr Baglioni, entouré d'un faste princier, montre une munificence rappelée par plusieurs inscriptions de la cathédrale (1625, 1633), et que les historiens relatent avec conviction. Malgré ses dépenses parfois exagérées, la façon dont le prélat administrait son diocèse avait frappé le dernier duc d'Urbino, François-Marie, lequel remet à Malatesta le gouvernement de ses États. L'évêque devient surintendant général de la Maison ducal, et, à ce titre, lui incombe la pénible mission d'apprendre à François-Marie la mort inopinée de son fils, pauvre déséquilibré usé par la débauche (29 juin 1623). Se rendant aux conseils de Malatesta, le duc fit donation de ses États au Pape, auquel ils devaient faire retour ; ses biens allodiaux passèrent à Florence. Urbain VIII, après avoir mis sous séquestre la partie lui revenant à la mort de François-Marie, en nomma gouverneur son propre neveu, le cardinal Barberini. A ce propos, on n'a pas manqué d'écrire que les services rendus par Malatesta lui méritaient la pourpre ; certaines menées l'en privèrent et le projet fut annihilé surtout par suite du décès de Carlo Barberini, frère du Pape. (Crispoliti) Du reste, la Cour de Rome ne cessa de tenir Mgr Baglioni en particulière estime. Nommé gouverneur général de la Marche, Malatesta est un peu plus tard créé Nonce apostolique à Vienne (1634), où il figure en cette qualité près des Empereurs Ferdinand II et Ferdinand III.

Le prélat conservant toujours un faible pour Pérouse, avait offert au gouvernement de cette Cité (1630) l'épée de son frère Orazio, tué au service vénitien dans la campagne contre les Autrichiens (1617) et faisait, en même temps, hommage à ses compatriotes de la statue équestre du général, réplique du monument élevé à Venise par la République^{281/1}. Aussi, quand le prélat parut à Pérouse (9 août 1634), lui fit-on la plus solennelle réception.

Malatesta est cité comme Nonce à la diète de Ratisbonne sous Ferdinand II, lors de l'élection du futur Ferdinand III (fils du précédent) à la dignité de Roi des Romains (oct. 1636). (*id.*) Passé en Hongrie, Mgr Baglioni assiste, au nom du Pape, à plusieurs diètes locales, à celle de Presbourg en particulier, où fut couronnée l'impératrice Marie. (*id.*) Dans ces réunions, le prélat s'est fait remarquer et de l'empereur et du Roi de Pologne, lequel, passant en Moravie, se montra d'une courtoisie toute particulière à son égard.

Rappelé par le Pape en Italie, Malatesta regagne son évêché de Pesaro, mais y séjourne peu, ayant demandé à se rapprocher de ses terres, dont l'administration l'intéressait. Si l'on connaît de lui un ban d'expulsion contre des condamnés d'ordres divers (1639), il n'a pas laissé, pour cela, la réputation d'un homme à poigne. Bien au contraire, ses cartons sont pleins d'« instances, de rémissions et de péréoraisons » (A. Bellucci), en faveur de quiconque se réclamait de sa bienveillance ; nul ne s'en privait, tant son intervention était assurée contre les punitions infligées par le podestat. Qualifié, à cette époque, de : marquis de Bettona, comte de Graffignano, seigneur de Cannara, de Coldimancio, de Limignano, Castelbuono, Collazzone, etc. (Crispoliti), le prélat voit donc de plus près à ses affaires, dans son nouveau poste, à Assise (1641). Sensible aux témoignages d'attachement manifestés par ses premiers diocésains, il leur a fait remettre un étendard ayant appartenu à son aïeul, Malatesta IV, et que les habitants de Pesaro gardèrent avec soin. On le sortait chaque année, en grande cérémonie, le jour de la fête de saint Terrention, patron de la ville ; une inscription latine, au Palais communal, rappelle ce souvenir.

A vrai dire, quand le prélat s'était installé à Assise, il avait pu se convaincre de l'inconvénient de ses dettes excessives, contrastant avec l'étendue de ses propriétés. Héritier d'une bonne partie des fiefs des Baglioni, il dut en résigner l'administration non moins que la juridiction et vit un économe de la Trésorerie générale fonctionner à la demande de nombreux créanciers (1644). Qui plus est, le prélat déplora les... abus que certains familiers, honorés de sa confiance, commirent à son détriment : pénibles constatations faites pour assombrir la fin d'une carrière dont les résultats appréciés survivaient à la bonne fortune. Par un mémoire royal (contresigné de Loménie et daté du 15 novembre 1647), le marquis de Fontenay, ambassadeur extraordinaire à Rome, est ainsi avisé des choix qui seront agréables à Louis XIV, si le Pape relève de ses fonctions le Nonce Bagni : « *En troisième lieu, le Seigneur Baglioni, qui est un sujet qui a beaucoup de mérite et a été Nonce près de l'empereur, avant le cardinal Mathei. ..., etc.* » Le chapeau rouge, habituelle récompense d'une nonciature en France, allait échapper encore, et de peu, à Malatesta ; ses jours étaient comptés, il meurt à 68 ans, le 11 février 1648. Sans aucun appareil, son corps fut inhumé dans l'église Sainte-Marie,

^{281/1} La statue que Malatesta V offrit à Pérouse (après l'avoir reçue de la République de Venise en même temps que l'épée d'Orazio Baglioni) est en bois de cyprès. Elle rappelle assez fidèlement, quoique avec un art inférieur, le monument équestre, en bronze doré, élevé par les Vénitiens dans leur église des SS. Jean et Paul. La statue donnée par Malatesta orna, jusqu'au début du XIX^e siècle, la salle des Décemvirs de Pérouse. Transportée ensuite au musée de l'Université, elle fut, peu après, placée à l'Académie des Beaux-Arts. L'épée d'Orazio est restée au musée de l'Université.

près de l'évêché. Les travaux littéraires de l'évêque Baglioni lui méritent une place parmi les écrivains Italiens ; diverses relations sur l'État d'Urbino, sur la législation en Allemagne ; des constitutions de gouvernement ecclésiastique, subsistent parmi ses œuvres marquantes. Les bibliothèques Riccardiana, à Florence, et Oliveriana, à Pesaro, conservent : l'une, la correspondance du prélat avec la Cour de Rome pendant sa nonciature (exercée également à Venise en 1635-36), l'autre, une cinquantaine de ses lettres.

*
* *

Les deux frères de Malatesta V l'ont précédé dans la tombe : Orazio, le général au service de Venise, tué à l'ennemi (1617) ; Adriano, mort avant quarante ans (1623), laissant le souvenir d'un homme intelligent et droit (*Bianconi*). La branche des Baglioni, investie du comté de Bettona « *et des territoires annexes, et qui avait exercé la souveraineté sur Pérouse* » (*id.*), disparut donc avec l'évêque d'Assise. Aucun rameau de la famille n'était d'assez proche parenté pour prétendre à un héritage, d'ailleurs fort obéré ; alors les fiefs féodaux firent retour à la Chambre apostolique. Mgr Lomelli, comme trésorier de cette Chambre, prit les mesures indiquées pour régulariser la situation ; de même, le conseil de Bettona pourvut à la subsistance des couvents et monastères « *afin d'obtenir le secours de la Providence* ». Peu après, le gouverneur d'Assise s'installait dans ce fief à titre de commissaire, en ayant pris possession au nom de la Chambre apostolique. Bettona, comme les autres domaines de l'État des Baglioni, continua de payer longtemps encore le tribut annuel de vassalité institué par ses Seigneurs.

*
* *

Orazio, le cadet de Malatesta, ayant suivi la carrière des armes, débutait en Hongrie dans la campagne d'Erztergom (Stregonia) où il suivait son oncle Rodolfo (III) Baglioni. Il n'avait pas encore quatorze ans, mais sut néanmoins faire ses preuves (**1595**). D'un physique remarquable et très robuste de santé, Orazio séduisit le cardinal Caetani, qui se l'adjoignit dans son voyage en Pologne, puis en Hongrie. Le jugement et la précoce énergie du jeune homme ne font que confirmer la bonne impression du prélat à son endroit. Clément VIII remet bientôt à Orazio le commandement d'un contingent d'infanterie, levé et soldé presque en entier sur les fiefs des Baglioni ; à la tête de ses hommes, le nouveau chef se signale par sa fougue et son adresse. Sur ces entrefaites, la Cour de Rome soutenait de nouveau l'effort des Impériaux dans la campagne de Mathias, frère de Rodolphe II, contre les Hongrois révoltés qu'appuyaient les Turcs. Orazio, avec le grade de colonel, mène 2.000 fanti au camp impérial et se distingue au cours des opérations. Le traité de Vienne (**1606**) termine les hostilités, ce qui permet au condottier de retourner chez lui ; il ne disposera que d'un congé très bref.

Venise met 3.000 fanti sous ses ordres dans l'armée que commande le procureur général Priuli. Tenant essentiellement à la sécurité sur les mers, la République de Saint-Marc s'était fatiguée des attaques opérées par le ramassis de brigands et de transfuges formé en tribu dite des Uscoques. Ces pirates s'attaquaient tantôt aux Turcs, tantôt à Venise ; dans le second cas, ils allaient s'attirer un châtimement sérieux. Cantonnés autour de la ville de Segna, qui appartenait à Ferdinand d'Autriche, les Uscoques se fiaient à la protection de cet archiduc. Elle n'intimida pas autrement les Vénitiens, qui ravagèrent le territoire de Ferdinand (**1601 et 1615**) ; de là, représailles des sujets de l'archiduc et guerre entre ce dernier et Venise.

Les Vénitiens pillent les environs de Trieste et se saisissent du château de Novi ; de leur côté, les Autrichiens envahissent le Frioul. Au cours des opérations, Venise prend le dessus ; ses troupes occupent presque tout le comté de Goerz. Avec Camillo Trivisano, provveditore de la cavalerie albanaise, Orazio Baglioni attaque le premier les Autrichiens dans leurs logements ; il occupe Malborghetto, Trévise, Chiaretto, Luconiso, Zara, sans compter divers autres points aux environs de Goerz et de Gradisca. Bientôt, sous le commandement de Pompeo Giustiniani, les 12.000 hommes de l'armée vénitienne paraissent devant cette dernière ville (**déc. 1615**) ; mais, fatigués et de médiocre qualité, ils ne se décident pas à l'assaut, malgré les objurgations de leurs officiers. A Giustiniani, tué peu après, succède Jean de Médicis. Le temps presse, car l'ennemi, mettant à profit l'hésitation des Vénitiens devant Gradisca, pénètre de nouveau dans le Frioul. Au cours d'une nouvelle campagne (**1617**), Orazio jouit de la même condotta avec le grade de « *Soprintendente-general* » de l'infanterie. Les Vénitiens culbutent les bandes d'Uscoques dans Sorissa ; mais leur république s'inquiète, non sans motif, de complications intestines. Menacée en outre par don Pedro de Tolède, elle s'allie avec le duc de Savoie et les Pays-Bas. Pendant que l'Istrie subit les dévastations des belligérants, le blocus de Gradisca recommence.

C'est alors qu'Orazio (suivant Crispolti) aurait en vain conseillé à Jean de Médicis d'occuper le fort de Barco di Rubiera, pour n'être pas obligé ensuite de le reprendre aux Autrichiens. Effectivement, ces derniers s'y établirent de telle façon qu'on ne put les en déloger jusqu'à la paix, bien que leur général y eût été tué. Envoyé avec un détachement de 500 fanti contre un corps important de cavalerie, Orazio tente de secourir le fort de Stella près de Gradisca ; il lance ses gens et les exhorte avec véhémence, quand un coup de feu l'étend raide mort (**13 sept. 1617**).

Venise dut en passer, en fin de compte, par l'intervention de la France unie aux Espagnols, pour la contraindre à la paix.

La République élèvera un superbe monument au général tombé pour sa cause : Orazio Baglioni est représenté à cheval, lancé par-dessus les cadavres ennemis. Cette statue dorée, qui ne manque pas de

caractère, existe encore dans l'église des SS. Jean et Paul où sont réunis les tombeaux des Doges. Elle se détache de l'ensemble d'un monument bien proportionné, près de l'autel de saint Pierre martyr. C'est à l'occasion de son érection que le gouvernement vénitien offrit à Malatesta V, évêque de Pesaro, l'épée d'Orazio et une réduction en bois sculpté de sa statue.
